

L'ÉGYPTÉ CONTEMPORAINE

Tome XIV.

Novembre 1923.

N° 74.

ÉDITORIAL.

L'Égypte contemporaine publie dans ce fascicule trois études qui ont toutes un caractère d'actualité.

La première, due à M. G. Blanchard, le distingué professeur d'économie politique à l'École française de Droit, est un commentaire savant de la loi récente du 15 décembre 1922 qui a étendu, en France, le régime du risque professionnel aux accidents agricoles.

On sait qu'on a donné le nom de théorie du risque professionnel à cette théorie du droit moderne qui, partant du fait que l'industrie expose le travailleur à certains risques, met à la charge de celui qui recueille le profit de l'industrie, c'est-à-dire du patron, l'obligation d'indemniser la victime lorsque le risque s'est réalisé, même si le patron n'a commis aucune faute.

C'est en 1898 seulement que la législation française s'est incorporée le principe du risque professionnel pour ce qui a trait aux accidents du travail industriel. M. Blanchard fait un court exposé du système de la loi de 1898; il indique que ce système consiste à tenir le patron responsable de tout accident survenu à l'ouvrier par le fait ou à l'occasion du travail, mais à limiter les conséquences de cette responsabilité en fixant une indemnité forfaitaire.

Le problème de garantir les ouvriers contre l'insolvabilité des patrons a été résolu en France par l'institution d'un fonds de garantie alimenté par le versement de centimes additionnels à la contribution des patentes.

Mais la loi de 1898 avait laissé en dehors de son champ d'application les accidents du travail agricole. M. Blanchard explique pourquoi le

législateur d'alors avait cru devoir maintenir cette catégorie de travailleurs sous le régime du droit commun. Cependant en Allemagne, depuis 1886, les ouvriers agricoles jouissaient du régime du risque professionnel. Ce n'est que très lentement que les autres pays d'Europe suivirent : l'Angleterre en 1900, l'Italie en 1917 — enfin la France par la loi du 15 décembre 1922, qui fait l'objet de cette étude.

La loi française s'applique à toutes les exploitations agricoles; est seul excepté le petit exploitant qui travaille d'ordinaire avec les membres de sa famille, de même qu'avait été exclu de la loi de 1898 l'atelier de famille.

Quant au fonds de garantie pour assurer l'ouvrier contre l'insolvabilité du patron, il ne pouvait être question ici de l'alimenter par des centimes additionnels aux patentes (puisque les agriculteurs ne sont pas assujettis à cette contribution), et le législateur a dû imaginer un système ingénieux pour taxer les patrons et proportionner leur contribution à l'importance de leur exploitation.

En terminant, le savant professeur exprime le vœu que la législation égyptienne adopte à son tour le principe du risque professionnel. Si l'Égypte, sur ce point, est en retard, c'est qu'ici la question ne se pose pas avec un caractère d'urgence : l'Égypte n'est pas encore un pays industriel; dans les campagnes le travail se fait presque entièrement à la main, l'emploi de machines est extrêmement rare; dans ces conditions, on comprend que la théorie du risque professionnel ne se soit pas encore imposée. Mais il est certain qu'elle s'établira bientôt en Égypte comme partout ailleurs, car elle repose sur un principe de solidarité sociale qu'il est impossible de méconnaître. Elle revient, en définitive, à faire supporter au consommateur, c'est-à-dire à la collectivité, le risque auquel s'expose le producteur, et cela est non seulement équitable, mais aussi parfaitement juste du point de vue économique.

Au mois du juillet 1923 le Gouvernement a publié une loi fixant le statut des sociétés coopératives agricoles. Le Dr Ibrahim Rashad, dans

une étude faite avant la publication de la loi, avait tracé un plan des mesures à prendre pour réorganiser le mouvement coopératif en Égypte. Cette étude, que nous publions aujourd'hui, contient un certain nombre de suggestions, qui sont devenues à l'heure actuelle des dispositions légales. Ainsi, la création d'un service gouvernemental des coopératives au Ministère de l'Agriculture, qui serait chargé à la fois d'une œuvre d'éducation et de propagande et du contrôle des sociétés existantes, a été expressément prévue par la loi. En fait ce service vient d'être créé, et vraisemblablement il commencera bientôt à fonctionner. Le Dr Rashad, qui en fait partie, parviendra, nous le souhaitons, à y faire régner cet enthousiasme et cet esprit d'apostolat, sans lesquels, en matière de coopération, il n'est pas de réussite.

De même le Dr Rashad préconisait l'institution d'un conseil central et d'une assemblée générale des délégués des coopératives qui se réunirait une fois l'an. A l'heure actuelle le Conseil central existe; c'est le Comité consultatif dont parle l'article 19 de la loi; — un arrêté du Ministre de l'Agriculture en date du 13 août 1923 l'a institué. Il est vrai qu'il ne s'est pas encore réuni. Mais c'est déjà beaucoup que l'instrument existe, il ne reste plus qu'à le faire fonctionner. La loi ne prévoit pas, par contre, une assemblée générale des délégués; il a paru sans doute prématuré de compliquer la machine d'un rouage qui n'est pas absolument indispensable dans les commencements. Les assemblées générales, comme les fédérations de coopératives, viendront plus tard lorsque les sociétés auront fait preuve d'expérience et de vitalité.

M. Dudgeon, ancien Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Agriculture, nous a envoyé un travail extrêmement intéressant sur la situation économique du coton égyptien pendant les cinq dernières années. M. Dudgeon établit une comparaison entre le chiffre de la récolte et celui des exportations; il rapproche en outre les prix atteints par le Fully Middling américain de ceux pratiqués pour le Fully Good Fair Sakellaridis égyptien pendant toute la période allant du 3 octobre 1919 au 27

juillet 1923. Des tableaux très instructifs illustrent cette étude, qui est tout à fait originale et d'un très vif intérêt. La préférence montrée actuellement par le marché pour le coton grossier à fibre courte s'explique par ce fait que la filature cherche à produire l'article à bon marché, qui est seul demandé.

En concluant, M. Dudgeon constate que l'Achmouni tend à supplanter les qualités fines en Basse-Égypte; avec les prix actuels cela est naturel, car, en supposant que l'Achmouni conserve en Basse-Égypte le même rendement qu'il donne en Haute-Égypte, il y a un profit de 10 dollars par feddan à planter de l'Achmouni. Il serait cependant regrettable que le coton égyptien perdît sa qualité : il pourrait bien alors se voir supplanter sur le marché par les types sud-américains de Mit-Afifi et de Tanguis, qui semblent eux en voie d'amélioration.

LA RÉDACTION.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES.

DE L'EXTENSION EN FRANCE DU RÉGIME DU RISQUE PROFESSIONNEL AUX ACCIDENTS AGRICOLES

PAR

M. GEORGES BLANCHARD

PROFESSEUR À L'ÉCOLE FRANÇAISE DE DROIT.

Je voudrais entretenir la Société d'Économie politique du nouveau pas qu'a fait le législateur français dans la voie de la protection des travailleurs contre les risques de leur profession en étendant aux ouvriers agricoles la réparation obligatoire des accidents du travail, dont le bénéfice, aux termes des lois du 9 avril 1898 et du 12 avril 1906, était jusqu'ici réservé aux travailleurs de l'industrie et du commerce. Cet accroissement du domaine de la protection des salariés a été l'œuvre de la loi du 15 décembre 1922, par laquelle le législateur français a suivi l'exemple que lui avaient donné successivement l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie.

L'étude de cette loi m'a paru offrir pour nous un double intérêt : d'abord au point de vue général, à cause des problèmes que soulève l'application à l'agriculture de ce genre de protection, et ensuite, au point de vue spécial de l'Égypte, car, au jour où le législateur voudra introduire en ce pays l'assurance contre les accidents, il devra, s'il veut faire une œuvre de large portée, l'étendre aux travailleurs de la terre, puisque cette classe comprend de beaucoup la plus forte partie de la population laborieuse du pays.

*
* *

La formule libérale qu'a adoptée la France pour l'application de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail rendait particulièrement délicate l'extension aux ouvriers agricoles de ce genre de protection. Comme toutes les législations modernes sur cette matière, la loi de 1898, qui a introduit en France ce régime nouveau, est basée sur les principes du risque professionnel, que l'on peut ramener à deux grandes idées : 1° le patron est responsable des accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers qu'il emploie; 2° cette réparation est forfaitaire, en d'autres termes, elle n'est jamais complète.

1° Le premier de ces deux principes trouve sa base juridique dans ce fait que l'accident est inévitable dans l'industrie. Les statistiques montrent que sur 100 accidents qui y surviennent, 12 sont dus à une faute du patron, 20 à une faute de l'ouvrier et 68 à des causes inconnues, à des cas fortuits ou de force majeure. Ceux-ci sont donc de beaucoup les plus nombreux, et l'on peut estimer que l'accident est la conséquence même du travail industriel, qu'il ne peut être évité, puisque dans la plupart des cas il n'est dû à la faute ni du patron, ni de l'ouvrier. Il convient d'ajouter que pour les accidents résultant de la faute de l'ouvrier, ils sont dus ordinairement à la fatigue, à l'accoutumance au danger, qui font négliger les précautions nécessaires et que par là ils dérivent, eux aussi, quoique d'une manière indirecte, de l'industrie elle-même. La conséquence qui s'impose dès lors c'est que, l'industrie étant génératrice de l'accident, elle doit le réparer : c'est donc à celui qui a les bénéfices de l'industrie, au patron en d'autres termes, d'en supporter la charge.

2° En second lieu, l'indemnité est forfaitaire et jamais le dommage ne sera intégralement réparé. Il y a là, en quelque sorte, une compensation de l'obligation générale d'indemniser imposée au patron : il réparera l'accident quelle que soit sa cause, mais il ne le réparera que d'une manière incomplète.

Ainsi, dans plusieurs législations, comme celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, en cas d'incapacité de travail permanente et absolue

résultant pour l'ouvrier de l'accident, la rente qui lui sera servie atteindra les $\frac{2}{3}$ du salaire qu'il touchait avant l'accident; en Autriche et en Norvège, c'est 60 o/o de ce salaire; en Hollande, 70 o/o; en Angleterre, 50 o/o.

C'est seulement dans le cas où l'ouvrier a volontairement provoqué l'accident, où il y a eu faute lourde de sa part, que certaines législations, et non pas toutes, exonèrent le patron de toute réparation.

Ce second caractère, la réparation incomplète, contribue autant que le premier à faire du risque professionnel une théorie juridique à part, sortant des principes généraux en matière de responsabilité. En effet, de droit commun, chacun doit la réparation du dommage qu'il a causé et en doit la réparation intégrale. Le patron, étant tenu responsable de l'accident dont un de ses ouvriers a été victime, devrait indemniser celui-ci d'une façon complète. C'est bien ainsi que se passaient les choses avant l'adoption du risque professionnel, et ce régime est encore celui des pays qui n'ont pas inscrit dans leurs codes le principe nouveau. Tel est le cas de l'Égypte, où aucune loi n'a introduit le risque professionnel : lors donc qu'un ouvrier y est victime d'un accident du travail, il ne pourra que rarement faire la preuve de la responsabilité du patron, puisque la plupart des accidents industriels viennent de causes inconnues, de cas fortuits ou de force majeure, mais, s'il fait cette preuve, l'entrepreneur devra être condamné à réparer entièrement le dommage causé par sa faute. La jurisprudence mixte a ainsi plusieurs fois proclamé que le patron n'est pas responsable des accidents venant de la force majeure ou de cas fortuits. Elle a également refusé d'admettre la théorie du renversement de la preuve, qui avait été acceptée par la loi suisse de 1881 et les jurisprudences belge et italienne, avant l'adoption par leurs pays du principe du risque professionnel. Cette théorie met à la charge du patron l'obligation de prouver que l'accident est dû à une faute de l'ouvrier, à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. C'est la substitution de la faute contractuelle à la faute délictuelle, comme base de la responsabilité : en vertu du contrat de louage, qui s'applique au travailleur comme à un objet matériel, disaient MM. Sauzet et Sainteclotte, auteurs de cette théorie, le patron qui a reçu le travailleur en bon état de santé au début de la journée, doit le rendre sain et sauf à la sortie de l'atelier, comme le voiturier doit remettre intact

à destination le colis qu'il a reçu. Ce système assure à l'ouvrier une indemnité dans des cas bien plus nombreux que celui de la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle, puisque toutes les fois que le chef d'industrie n'établira pas la faute de l'ouvrier, la force majeure ou le cas fortuit et par conséquent dans tous les cas où l'accident vient d'une cause inconnue, il sera tenu d'indemniser la victime. Aussi, peut-on regretter qu'à défaut d'une loi basée sur le risque professionnel, ce système n'ait pas été admis par la jurisprudence égyptienne⁽¹⁾.

Quoi qu'il en soit de ces théories, elles n'ont plus d'intérêt pour les nations d'Europe qui toutes, même la Russie, depuis la loi du 23 juin (6 juillet) 1912, ont adopté l'idée du risque professionnel. Mais, si elles sont d'accord sur le principe, elles ont pris, pour le ramener à exécution, des procédés différents, en quoi se manifeste le caractère plus ou moins autoritaire de chaque peuple. Pour rester tout à fait dans les grandes lignes, nous pouvons classer en trois groupes, à ce sujet, les différents systèmes d'application du risque professionnel en allant du régime le plus autoritaire au plus libéral. Nous avons d'abord le système allemand, qui oblige les patrons à assurer leurs ouvriers à des caisses officielles désignées par lui. En second lieu, nous trouvons le système italien, qui proclame lui aussi l'obligation de l'assurance, mais laisse chaque patron libre de choisir son assureur, et même de devenir lui-même l'assureur de ses ouvriers en se conformant à certaines conditions. Enfin, le système le plus libéral est celui de l'Angleterre et de la France, qui établissent pour le patron l'obligation de la réparation de l'accident, mais n'exigent pas qu'il assure ses ouvriers.

La difficulté sous un pareil régime est de garantir à l'ouvrier le paye-

(1) Comme loi faisant au contraire une situation particulièrement défavorable aux ouvriers, on peut citer la loi anglaise de 1846, dite loi Campbell, qui a précédé la loi actuelle du 6 août 1897, établissant le risque professionnel. D'après la loi Campbell, l'ouvrier se trouvait, en matière d'accident, dans une situation plus mauvaise qu'une personne étrangère à l'industrie. Par le fait du louage d'ouvrage, il avait prévu et pris à sa charge les risques du travail, et il fallait, au moins jusqu'à la loi du 7 septembre 1880, une faute lourde du patron, et non une simple négligence, pour qu'il pût obtenir une indemnité (voir SACHET, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, I, p. 41).

ment des indemnités auxquelles il a droit s'il se trouve en face d'un patron insolvable. La loi anglaise n'a pas institué de garanties spéciales; la loi française, au contraire, a établi, en faveur des ouvriers victimes d'accident entraînant une incapacité permanente, «un fonds de garantie» qui leur donne toute sécurité. On a calculé d'après les statistiques le nombre des industriels qui, chaque année, deviennent insolvables, ainsi que le montant des indemnités dues aux ouvriers, qui resteraient en souffrance de ce chef, et l'on a établi, pour couvrir ces insolvabilités, ce fonds de garantie qui est géré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Les ressources de ce fonds sont fournies par une taxe additionnelle à l'impôt des patentes, une taxe sur les mines et diverses autres contributions prélevées sur les patrons non patentés calculées proportionnellement aux primes qu'ils payent aux compagnies d'assurances, ou, s'ils n'ont pas d'assurances, au capital des rentes qu'ils servent. Ce régime a le grand avantage de laisser aux chefs d'industrie le maximum de liberté possible, en garantissant cependant aux ouvriers la certitude du paiement des indemnités que la loi a établies à leur profit. Au point de vue de la sécurité qu'il leur donne, ce système libéral a la même valeur que le système autoritaire allemand, car, en réalité, l'assurance obligatoire existe pour les patrons français, jusqu'à concurrence de la contribution qu'ils versent pour la constitution du fonds de garantie. Tous les chefs de l'industrie française sont solidaires et supportent, vis-à-vis des ouvriers blessés, la charge de l'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux.

*
* *

Pour la loi française, voici, en négligeant les détails, quelles sont les indemnités dues aux ouvriers victimes d'accidents survenus par le fait ou à l'occasion d'un travail industriel ou commercial et dont la loi de 1923 étend le bénéfice aux ouvriers agricoles :

1° En cas d'incapacité temporaire, l'indemnité est de la moitié du salaire de l'ouvrier pendant la durée de l'incapacité. Les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires — ces derniers avec maximum de 200 francs — sont également à la charge du patron. Cette première indemnité est

garantie par un privilège général sur les meubles du chef d'industrie, ajouté comme 6^e paragraphe à l'article 2102 du Code civil.

2° Pour les incapacités permanentes, une rente est fournie par l'entrepreneur à l'ouvrier. Celle-ci est égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire si l'incapacité est absolue. Si elle est partielle, la rente est égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire. L'appréciation du degré d'invalidité, en cas d'incapacité permanente partielle, donne lieu à de nombreuses contestations, l'ouvrier tendant à accroître son incapacité réelle et le patron à la diminuer.

3° En cas de décès de l'ouvrier, une rente de 20 0/0 de son salaire est due au conjoint non divorcé ni séparé; pour les enfants de moins de 16 ans, une rente est également établie, qui va de 15 0/0 du salaire du décédé pour un seul enfant, à 40 0/0 pour quatre enfants ou plus. Pour les orphelins de père et mère la rente est portée à 20 0/0. En tout cas, l'ensemble des rentes, dans le cas le plus favorable aux survivants, ne peut dépasser 40 0/0 du salaire dans le premier cas et 60 0/0 dans le second.

Si le défunt n'avait ni conjoint, ni enfant, les ascendants et descendants à sa charge — ceux-ci jusqu'à 16 ans — ont une rente de 10 0/0 du salaire, avec maximum de 30 0/0.

Ces rentes sont servies par le patron ou son assureur et, en cas d'insolvabilité de ceux-ci, elles sont payées par le fonds de garantie. Il faut ajouter qu'une loi du 15 juillet 1922 est venue adjoindre à ces rentes des allocations temporaires nécessitées par la cherté de la vie et qui seront touchées jusqu'au 30 juin 1924.



Étant donné la généralité du principe du risque professionnel, on peut se demander pourquoi le législateur, en France et dans la plupart des pays, ne l'a pas appliqué immédiatement à l'agriculture comme à l'industrie, suivant l'exemple donné par l'Allemagne dès 1886. S'il est juste que le patron soit responsable de l'accident survenu à son ouvrier, il doit l'être en matière agricole comme en matière industrielle. A cette assimilation

on a apporté diverses objections. D'abord, a-t-on dit, les conditions du travail à l'usine sont entièrement différentes de celles du travail de la terre. L'industriel crée le milieu où besogne l'ouvrier; il se sert de machines et celles-ci sont cause de la plupart des accidents. Créant ainsi des risques spéciaux, il est équitable qu'il en répare les conséquences. En outre, il dirige, il surveille le travail de son ouvrier. Il a toute liberté pour édicter le règlement d'atelier, établir la discipline, sanctionner par des pénalités les fautes de ses salariés; par ses surveillants et ses contremaîtres, il oblige l'ouvrier à se soumettre aux mesures de précaution nécessaires, et, ayant ainsi le droit et le moyen de se faire obéir, il doit être responsable des manquements qui amènent des accidents.

Ces conditions ne se rencontrent plus dans l'agriculture. Le milieu, c'est la nature même; l'ouvrier travaille en plein air, dans les champs. Les machines sont très rares et d'espèce rudimentaire; c'est la force physique de l'ouvrier qui fait la plus grande partie de la besogne. Enfin, le plus souvent, le journalier travaille seul; il est loin de son maître, qui ne peut ni l'obliger à prendre des précautions, ni contrôler les causes de l'accident.

Sans doute, le travail de la terre se fait dans des conditions autres que celles du travail industriel; mais il est néanmoins facile de répondre aux objections précédentes et de montrer que le risque professionnel doit s'appliquer à l'un comme à l'autre.

L'agriculture emploie peu de machines, soit; mais est-ce une raison pour que les accidents y soient moins fréquents que dans l'industrie? Nullement. Les statistiques nous montrent que les accidents viennent moins de l'outillage mécanique que des chutes, de l'emploi des outils, de la manutention de lourdes charges à la main ou à la brouette. Il n'y a pas de machine qui occasionne autant d'accidents qu'un animal, le cheval. Les métiers où les accidents sont les plus fréquents n'emploient que peu de machines: ce sont ceux des terrassements, des constructions en pierre, des manutentions et des transports. ¹

¹ En Allemagne, où fonctionne depuis 1886 l'assurance contre les accidents dans l'agriculture, comme dans l'industrie et où des statistiques ont été soigneusement dressées, s'avère l'importante proportion des accidents agricoles; ainsi, en 1906 ont été déclarés 449.903 accidents de l'industrie et 144.289 accidents de l'agriculture.

Un autre chiffre montre combien il est peu équitable de priver de réparation les accidents de l'agriculture sous prétexte que l'on s'y sert peu de machines : en 1904, en Allemagne, dans l'agriculture les accidents dus aux machines ne s'élèvent qu'à 7,7 o/o du total des sinistres; ceux qui proviennent d'autres causes, à 92,3 o/o. Du moment que tous ces accidents résultent du travail, pourquoi les premiers, de beaucoup les moins nombreux, seraient-ils seuls indemnisés et les autres ne le seraient-ils pas?

Quant à la difficulté de la surveillance aux champs, elle est certainement exacte, mais est-ce là une raison pour priver l'ouvrier de la réparation du sinistre, lorsqu'il est établi que celui-ci vient du travail? Dans beaucoup de professions, surtout depuis que le risque professionnel a été étendu aux professions commerciales, l'employé ou l'ouvrier échappe à la surveillance de son patron; le camionneur, le garçon livreur sont constamment hors des magasins du patron, comme l'ouvrier agricole est loin de la ferme. Il y a là une difficulté d'application, et rien de plus. Si l'on admet que le risque professionnel est un principe juste, ce n'est pas une raison suffisante pour priver de la protection de la loi une classe de travailleurs qui, en dépit du développement de l'industrie manufacturière, comprend en tout pays une fraction très considérable, souvent même la plus considérable, de la classe laborieuse. En 1911, en France, lors du dernier recensement publié, les habitants des campagnes, au nombre de 22.093.318, représentent plus de la moitié — soit 55,8 o/o — de la population totale. Quant au nombre des ouvriers agricoles, d'après le même recensement, il est de 3.297.766 unités; mais il faut ajouter que le risque professionnel doit s'appliquer, en de nombreux cas, à de petits patrons, qui, étant venus aider leurs voisins ou amis, ont le droit d'obtenir la réparation de l'accident dont ils sont victimes.

*
* *

Les divers législateurs ont compris d'ailleurs qu'ils n'avaient aucun motif légitime de mettre l'ouvrier des champs dans un état d'infériorité envers son camarade de l'usine, et peu à peu ils en viennent à lui accorder la protection qu'ils réservaient d'abord au travailleur industriel.

L'Allemagne la première est entrée dans cette voie. Sa loi sur les acci-

dents industriels est de 1884; dès 1886, par la loi du 5 mai, elle étendait aux exploitations agricoles et forestières l'assurance obligatoire contre les accidents. La Grande-Bretagne, après avoir admis le risque professionnel pour quelques industries particulièrement dangereuses par l'Act du 6 août 1897, a soumis à ce même principe, par la loi du 30 juillet 1900, les accidents de l'agriculture. La Nouvelle-Zélande en 1902, le Queensland en 1905, ont donné la même extension au risque professionnel. Le Danemark, qui appliquait ce même principe aux ouvriers de l'industrie depuis 1898, en fait bénéficier les agriculteurs depuis la loi du 7 mai 1908. La Belgique, adoptant, par la loi du 24 décembre 1903, le risque professionnel, l'applique aux entreprises agricoles employant au moins trois ouvriers. La Suisse, depuis la loi du 13 juin 1911, établit l'assurance obligatoire contre les accidents de toute nature. Enfin l'Italie qui, depuis la loi du 17 mars 1898, avait organisé l'assurance obligatoire contre les accidents industriels, a étendu cette assurance, par le décret du 23 août 1917, aux ouvriers agricoles, aux métayers, aux petits propriétaires, à leurs femmes et à leurs enfants, à partir du mois de juin 1918.

Le législateur français n'a fait que suivre ces nombreux exemples, en organisant la réparation des accidents agricoles, d'après le principe du risque professionnel, par la loi du 15 décembre 1922.

A vrai dire, il n'avait pas ignoré jusque-là les accidents agricoles, et le nouveau texte n'est que l'achèvement d'une œuvre qu'avaient commencée la loi générale du 9 avril 1898 et la loi interprétative du 30 juin 1899.

En agriculture, comme d'ailleurs dans toute œuvre productrice, on peut distinguer en effet les risques *anciens*, c'est-à-dire ceux qui ont toujours existé dans la profession, et les risques *nouveaux*, qui ont été créés par l'adoption des machines. Pour introduire dans la législation industrielle le risque professionnel, un des principaux motifs apportés fut précisément l'existence de ces dangers nouveaux et fort importants qui venaient de l'outillage mécanique dont le progrès avait doté l'industrie. Or, en 1898, plus encore qu'aujourd'hui, le machinisme avait peu pénétré dans la culture des terres, et les risques anciens y étaient de beaucoup les plus nombreux; aussi parut-il logique de faire une distinction entre les risques anciens et les risques nouveaux. Au lieu d'appliquer aux deux catégories le principe du risque professionnel, comme on le faisait pour l'industrie, où régnait

désormais l'outillage mécanique, on le réserva aux risques nouveaux, et on laissa les risques anciens sous l'empire du principe général de responsabilité civile, qui les avait toujours gouvernés.

Cette distinction ressort des termes de l'article 1^{er} de la loi de 1898, qui énumère les industries auxquelles s'appliquera désormais le risque professionnel. L'agriculture, envisagée d'une manière générale, ne paraît point dans cette liste, mais par contre y figure « toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ». Par là, tombaient sous l'application de la nouvelle législation tous les accidents occasionnés par des machines agricoles mues par des moteurs : les risques nouveaux étaient donc protégés.

Mais, à peine promulguée, cette loi souleva de nombreuses protestations de la part des agriculteurs; en outre s'élevèrent des difficultés d'interprétation, dont la principale était la suivante : à qui, du propriétaire d'un domaine ou de l'exploitant de la machine agricole, lorsqu'ils étaient distincts, incombait la réparation de l'accident?

Le législateur dut se remettre à l'œuvre et, par la loi du 30 juin 1899, spéciale à l'agriculture, il déclara que la responsabilité de l'accident serait à la charge de l'exploitant de la machine actionnée par le moteur et que, d'autre part, toute personne, quelle qu'elle fût, aurait droit à l'indemnité, du moment qu'elle était employée à la conduite ou au service de la machine ou du moteur.

Puis il ajouta, dans le but de rassurer les agriculteurs, qui étaient généralement hostiles au principe nouveau, qu'en dehors du cas de l'emploi d'une machine mue par un moteur inanimé, la loi de 1898 n'était pas applicable à l'agriculture.

La séparation des risques anciens et des risques nouveaux établie, dans cette branche, par la loi de 1898 était donc entièrement sauvegardée.

Mais, depuis cette époque le principe du risque professionnel n'a cessé d'élargir son champ d'application. De cette idée un peu étroite qu'il était la compensation pour l'ouvrier des dangers nouveaux apportés par l'outillage mécanique, les législateurs ont peu à peu passé à cette notion plus large et plus équitable que tous les accidents survenus à l'ouvrier et à l'employé

doivent être indemnisés par le patron auquel vont les bénéfices de l'affaire et que dans les mauvais risques qu'assume l'entrepreneur — comme contre-partie de ses chances de gain — doit toujours figurer la réparation des accidents de son personnel. La loi du 12 avril 1906 étendit d'abord la responsabilité des accidents du travail à toutes les entreprises commerciales, la loi du 25 octobre 1919 l'appliqua ensuite aux maladies professionnelles, et enfin, la loi du 15 décembre 1922, attaquant le dernier domaine qui échappait à l'emprise du principe nouveau, soumit toute l'agriculture au régime du risque professionnel.

* *

Cette dernière loi mérite quelques explications.

En premier lieu, à quelles personnes s'applique-t-elle? Le législateur a voulu que fût protégée contre les accidents toute personne employée par autrui à des travaux agricoles, à la seule exception de celle qui est employée occasionnellement par un producteur autonome. De là les termes très compréhensifs de l'article 1^{er} :

« La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques, autres que ceux attachés exclusivement à la personne, occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement.

« Les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec les membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs, ou alliés au même degré ne sont pas assujettis à la présente loi, même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non. »

Cette dernière exception correspond à celle que prévoyait pour l'industrie le dernier alinéa de l'article 1^{er} de la loi de 1898, d'après lequel échappe à la réparation des accidents l'ouvrier de cette branche qui, travaillant ordinairement seul, emploie accidentellement un ou plusieurs collaborateurs. Elle était plus nécessaire encore pour l'agriculture que pour

l'industrie. L'atelier de famille, composé ici du cultivateur et de ses proches, n'est pas soumis au régime du risque professionnel, parce qu'il n'y a pas contrat de travail entre les personnes d'une même famille produisant sous les ordres de son chef. Il ne fallait pas qu'au cas où des amis ou voisins viendraient — à charge de réciprocité ou contre un salaire — aider la famille dans sa tâche, celle-ci eût à supporter, lorsque survient un accident, une responsabilité plus grande que celle du droit commun. C'eût été compliquer les rapports entre petits cultivateurs, en risquant de rendre onéreuse cette collaboration qu'ils se prêtent à chaque instant. Comme on l'a d'ailleurs justement remarqué, en fait aucun d'eux ne se fût soumis à la formalité de contracter une assurance pour cette occurrence et, comme ces petits exploitants sont ordinairement dans une situation pécuniaire semblable à celle des ouvriers qu'ils embauchent, le recours de ces derniers, en cas d'accident, eût été illusoire, le petit patron étant incapable de payer les indemnités établies par la loi.

Le cas de ce petit exploitant est la seule exception qu'admet la loi à son principe. Si une personne quelconque, autre qu'un petit patron, est employée au jardinage, elle est assimilée à un ouvrier agricole et bénéficie du régime professionnel. De même, si un travailleur agricole est employé occasionnellement à une occupation non visée par la législation des accidents du travail, il aura droit à la réparation du sinistre dont il sera victime; tel serait le cas d'un ouvrier agricole qui se blesserait en faisant la cuisine pour son maître.

Le petit exploitant peut d'ailleurs contracter volontairement une assurance à son profit, à celui des membres de sa famille et de ses collaborateurs occasionnels, comme la chose était déjà prévue par la loi du 18 juillet 1907 pour les patrons non assujettis au régime du risque professionnel, et dès lors son assureur aura à réparer les accidents pouvant se produire.

Lorsque le propriétaire n'exploite pas lui-même sa terre, la loi distingue entre le cas où il la remet à un fermier et celui où il la confie à un métayer. Dans la première hypothèse, c'est le fermier, et non le propriétaire, qui supporte la responsabilité des accidents. S'il s'agit, au contraire, d'un métayer, la loi tient compte de ce fait que le colon partiaire n'est pas, comme le fermier, un entrepreneur prenant à sa charge les risques de l'affaire,

mais un associé du propriétaire; aussi décide-t-elle que, si aucune assurance n'a été contractée, le propriétaire devra supporter la moitié des indemnités; lorsque, au contraire, le métayer est assuré, soit par lui-même, soit par le bailleur, qui paye au moins la moitié des primes, le propriétaire est exonéré de toute responsabilité.

L'indemnité journalière et les rentes dues en cas d'accident sont celles que prévoit la loi de 1898. Une difficulté s'élève en matière agricole, que l'on ne rencontre pas pour l'industrie, au sujet de la fixation du salaire servant de base aux indemnités journalières et aux rentes. Dans l'industrie, on peut toujours aisément déterminer le salaire, même au cas où sont faites des prestations en nature. Dans l'agriculture, la chose se passe autrement et souvent aucune convention n'est faite à l'avance. Au moment des gros travaux, le propriétaire embauche des ouvriers supplémentaires, dont une partie sera payée au prix courant, tandis que les autres ne toucheront pas de rétribution et seront rémunérés, soit par des fournitures en nature, soit par des prestations de travail. En d'autres cas, le salaire du journalier variera suivant qu'il est employé à un ouvrage ou à un autre, dans les nombreuses spécialités de la ferme. Pour tous ces cas où n'est pas nettement fixé le salaire de la victime de l'accident, devant servir de base à l'indemnité journalière qui lui sera allouée en cas d'incapacité temporaire et à la rente qui lui sera due s'il y a incapacité permanente, le préfet du département établira, tous les deux ans, après avis de la commission départementale du travail et, à son défaut, du conseil général et, après enquête faite notamment auprès des chambres d'agriculture, des offices départementaux agricoles et des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, le salaire moyen annuel des travailleurs de la terre.

Pas plus que l'entrepreneur industriel, l'exploitant d'un domaine agricole n'est obligé de contracter une assurance; il peut conserver la charge de servir à la victime de l'accident les indemnités et rentes prévues par la loi. S'il veut s'assurer, il a le choix entre les divers modes d'assurance prévus par la loi de 1898 pour les patrons de l'industrie. Il peut donc soit former avec d'autres agriculteurs une mutualité ou un syndicat de garantie dans ce but, — soit contracter une assurance à la Caisse nationale contre les accidents du travail, pour les rentes à payer à l'ouvrier atteint d'une incapacité permanente, — soit s'adresser à l'une des compagnies

d'assurances privées fonctionnant sous le contrôle de l'État et se conformant aux conditions exigées par la loi. En outre, pour permettre à l'agriculteur de s'adresser à des organismes mieux connus de lui, le législateur de 1922 autorise les sociétés ou caisses d'assurances et de réassurances mutuelles agricoles, constituées dans les termes de la loi du 4 juillet 1900, et qui jusqu'ici assuraient contre les risques agricoles, comme la mortalité du bétail, la grêle ou l'incendie, à couvrir désormais les risques de mort et d'incapacité permanente des ouvriers, à condition qu'elles se soumettent aux garanties exigées des sociétés d'assurances mutuelles par la loi de 1898. Pour les encourager dans cette voie et développer leur action, l'État versera à ces sociétés d'assurances mutuelles agricoles des subventions dont le chiffre s'élèvera avec le nombre d'adhérents volontaires qu'elles auront recrutés parmi les exploitants non soumis par la loi nouvelle au régime du risque professionnel.

Restait à déterminer la manière dont les exploitants agricoles participeraient à la constitution du fonds de garantie, géré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui fournit aux ouvriers dont les patrons, ou leurs assureurs, se trouvent insolvable, le paiement des indemnités auxquelles ils ont droit, et qui soumet, comme je l'ai dit plus haut, à l'assurance obligatoire les chefs d'industrie jusqu'à concurrence de la contribution qu'ils versent à ce fonds. Il ne pouvait être question de leur imposer des centimes additionnels à la contribution des patentes, comme le faisait la loi de 1898 pour les industriels, puisque les agriculteurs ne sont pas patentés, ni d'exiger d'eux le versement d'une taxe par hectare concédé, comme pour les mines, puisqu'ils sont propriétaires et non concessionnaires de l'État. Cependant le législateur n'a pas eu besoin de créer pour eux un nouveau mode de contribution; il leur a simplement appliqué le régime que l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 a établi pour les industries commerciales non soumises à l'impôt des patentes lorsque celles-ci ont été assujetties au risque professionnel.

Ainsi pour les agriculteurs, comme pour les commerçants, il faut distinguer deux situations :

1° Si le chef d'exploitation a contracté pour ses ouvriers une assurance, chaque année il sera perçu, sur chaque contrat d'assurance, une contribu-

tion dont le montant est déterminé, tous les cinq ans, par la loi de finances en proportion des primes versées à l'assureur : cette contribution est recouvrée par la société d'assurances, en même temps que les primes, et versée par elle au fonds de garantie. Elle a été fixée, par la loi du 30 janvier 1907, à 2 0/0 du montant des primes dues par l'assuré, à moins qu'il ne soit assuré que contre le risque d'incapacité temporaire, et ce même chiffre a été maintenu, de cinq ans en cinq ans, jusqu'à la loi du 18 avril 1922, qui l'a laissé, pour une nouvelle période de cinq années, à 6 pour 1000 du montant des primes payées par l'assuré.

2° Si le chef d'exploitation n'est pas assuré ou n'est assuré que contre le risque d'incapacité temporaire, il est perçu sur lui une contribution dont le taux est fixé, dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif des rentes mises à sa charge à la suite d'un accident. Au moment de l'enregistrement des décisions judiciaires qui allouent lesdites rentes, cette contribution est recouvrée, comme en matière d'assistance judiciaire, par l'administration de l'enregistrement, pour le compte du fonds de garantie. Son taux a été fixé par la loi du 30 janvier 1907 à 4 0/0 du montant des capitaux constitutifs des rentes mises à la charge de l'exploitant non assuré, et ce taux n'a pas varié avant 1922, où la loi du 18 avril l'a réduit, pour cinq années, à 12 pour 1000 des capitaux constitutifs des rentes au payement desquelles est condamné l'exploitant.

Telles sont les principales dispositions de cette loi du 15 décembre 1922, qui donne toute sa portée rationnelle à l'œuvre commencée par le législateur français en 1898. Le risque professionnel qu'il introduisait alors était un principe juridique nouveau, rompant avec les idées reçues en matière de responsabilité, et la logique voulait qu'il ne restât pas confiné dans le domaine étroit des industries manufacturière et minière où il avait d'abord pénétré. Si ce principe était juste — et son acceptation par tous les États le prouve — il devait peu à peu déborder sur toutes les matières où des rapports se nouent entre patron et ouvrier au sujet du travail. En France, comme nous l'avons vu, son extension a été marquée par quatre étapes : loi de 1898 sur les accidents industriels; loi de 1906 sur les exploitations commerciales; loi de 1919 sur les maladies d'origine

professionnelle; et enfin loi de 1922 sur les accidents agricoles. Aujourd'hui tous les ouvriers, pour la réparation des accidents dont ils sont victimes, bénéficient du régime du risque professionnel, à deux exceptions près, qui l'une et l'autre touchent des personnes ressortissant au groupement familial. Échappe en effet au nouveau régime, dans l'agriculture comme dans l'industrie, l'atelier de famille, même si occasionnellement il emploie des salariés, et, d'autre part, y sont également soustraits les domestiques attachés à la personne; ces derniers font en effet partie de la famille de leur maître, prise au sens large.

L'application de ce nouveau principe a accru les charges des patrons, ce qui était inévitable, mais il n'a point amené les perturbations économiques que prédisaient ses détracteurs, et en tout pays le législateur, après l'avoir timidement essayé, non seulement n'est point revenu sur ses pas, mais lui a donné progressivement le plus large développement.

Cet essor prouve, mieux que tout raisonnement, qu'un tel régime était la conséquence nécessaire des progrès économiques faits par nos sociétés. A mesure que se transforme un peuple, des situations nouvelles créent chez lui des besoins nouveaux et l'obligent à faire appel à des théories juridiques, qui eussent été inutiles ou même funestes aux générations précédentes.

Ainsi en sera-t-il de la nouvelle Égypte, et je souhaite, en terminant, qu'au jour où elle entrera dans la voie de la législation ouvrière, elle profite de l'expérience acquise par les nations européennes et n'hésite pas à inscrire dans ses codes ce principe, reçu aujourd'hui partout, du risque professionnel.

G. BLANCHARD.

A WORKING SCHEME
ON WHICH
THE CO-OPERATIVE MOVEMENT IN EGYPT
COULD BE REORGANIZED

BY

Dr. IBRAHIM RASHAD
MINISTRY OF AGRICULTURE.

The Co-operative Movement is an economic-social movement which began to spread over Europe in the form of societies about the middle of last century. It reached us here in Egypt only fifteen years ago. But while the Societies were called in Europe generally by their proper name, in Egypt they were called by a wrong one. In our rural districts they adopted the unfortunate name of «Syndicates». This name was introduced to us from France, where it is wrongly applied to agricultural Co-operative Societies. I need not remind you of the curious accident of history that led to its adoption in the above sense in that country. Legally speaking, a «Syndicate» as it is understood by the Latin countries, is a union between persons occupied in the same profession, formed for the defence and advancement of their common interests. It is thus merely a professional union, whether of doctors, lawyers, farmers or workmen, and is synonymous with the English «Trade Union», and so should never have been employed to describe a co-operative society at all. In our towns the co-operative societies adopted an equally wrong name. They called themselves «companies». The word company generally conveys to one's mind a joint-stock company, which is a body of persons combined for commercial purposes. Such company differs from a co-operative society by the fact that it is merely a union of capitalists out for profit and has no social side to its activities. From this we conclude that our societies rural and urban should

cast away their wrong names and call themselves in the future «Co-operative Societies» pure and simple.

As soon as the co-operative societies were introduced into Egypt, they made headway and multiplied in various parts of the country. And it was not long before the need was felt of a head in the form of a union which would uphold the principles of the movement and act as a federation to the Societies. Such a Union was formed in 1912, with headquarters in Cairo, and although it did some good work at the beginning, it soon ceased to function, and nothing is known of it now except its name, «Syndicat central». Originally this «Syndicat» was intended to act as a combined union and wholesale society as well as a central bank to all the co-operative societies, — agricultural and industrial. The capital raised for this unfortunate «Syndicat central» was subscribed mostly by well-wishers of co-operation in Egypt, and to a small extent, by some co-operative societies. Its very constitution rendered it an almost capitalistic institution aiming at profit. The share-holders, who were strongly installed in the governing body, in spite of their co-operative zeal, expected a handsome return on their money, and this, no doubt, directed the policy of the whole affair and rendered the «Syndicat» almost a capitalistic concern. That was the main reason why it failed hopelessly, both as an organizing body and as a business federation. It wanted to do too much, and worked on a false foundation. On almost a capitalistic basis it attempted to erect a co-operative Union, a co-operative Wholesale Society and a co-operative Central Bank. It is no wonder that the foundation could not stand the superstructure raised upon it. To go into details of the failure of the «Syndicat» would involve extending this address beyond its purpose, and so I content myself here with only drawing your attention to the fact that the tedious task of organizing the co-operative movement in this country has been attempted before, and that it would be unwise on our part if we did not study the mistakes committed in that first attempt and turn them to our advantage in guiding our present endeavour to reorganize the movement.

At the present time there is no effective organized action on the part of the societies themselves or of the well-wishers of the movement to promote co-operative interests, and there is not the least sign that shows that

such action could be undertaken in the near future. Such being the case, we are either to allow things to go on as they are, accepting the deplorable state of affairs in which the movement has fallen, or to get the government interested in the matter with a view to its taking part in the saving of the movement from downfall and the raising of it to the position it should occupy in aiding and developing agriculture and industry. In the face of these two arguments, what line of procedure are we going to adopt? Are we to adhere religiously to the teachings of this self-help movement, or are we to allow ourselves some deviation, and consider the circumstances, studying the pros and cons of State aid?

I am of opinion that in our country, where the people are not yet in a position to organize themselves economically, and where the movement is still in its early stages, there is a part to play for both government and people, as long as the former means to withdraw itself gradually as the latter advances, leaving the movement eventually to be run entirely according to its principle of self-help. This policy of temporary official control should be administered in such a way as to stimulate the autonomous character of the movement by transferring power and initiative gradually to co-operators themselves. Thus the line of development set forth here is from tutelage to self-support. On this basis I lay my scheme before you.

It must be realized that the societies under this scheme are free in all their activities as long as they are acting in harmony with the teachings of this movement. So, if our co-operators really want to advance, they ought to concentrate at present on fostering administrative ability among their members in the various societies; for in this — and here they have a free hand — lies the first step towards progress, and leave the higher control of the movement alone for the time being. For until the individual societies have learnt to manage their affairs efficiently, and until the democratic principles of the movement have permeated its rank and file, developing in them a sense of mutual responsibility, it is no use to expect them to be able to organize for joint action whether in administration or in business. I propose now to leave the societies concentrating on the duties mentioned above and to see how the government can undertake the higher control of the movement.

For convenience I shall divide my scheme into two sections.

I. — ADMINISTRATIVE ORGANIZATION.

This section will be worked as a branch of government administration. And as Egypt is above all an agricultural country, it will be advisable to trust this work to a «Co-operative Societies' Department» within the Ministry of Agriculture. The function of this department will be of a similar nature to that of «Co-operative Organization Societies» or of «Co-operative Unions» in Europe, but its administration will naturally be different. Its work could be summarised under four headings.

1. — EDUCATION AND PROPAGANDA.

The Department acting as a guardian of the true spirit of co-operation, should uphold the principles of the movement by educating its members in these principles and insisting upon their practice. Thus it helps in the formation of co-operative character and opinion, which shows itself in the actions of the members. But the Department's duties in this educational sphere do not end there, for the movement has a technical side. It is no earthly use advancing the ethical side of the movement while the business side is left to look after itself. We, as co-operators, are as anxious to develop sound co-operative business as we are to develop true co-operative character. This twofold educational function of the Department would be administered in two ways.

A. By arranging for various courses of lectures on the theory and practice of co-operation, economics and civic life in general, and by holding classes for instruction in co-operative book-keeping, management of co-operative societies and training of their secretaries, etc., the Department will be teaching co-operators the ethical as well as the business side of the movement. This, no doubt, will go a long way towards creating a sound co-operative opinion amongst co-operators and establishing a good uniform system of business management among the societies.

B. By publishing text-books, translating foreign co-operative literature, issuing pamphlets, and perhaps editing a quarterly magazine, etc., the Department will be enlightening co-operators concerning their ethical and

business duties, while, at the same time, through the distribution of co-operative literature, it will be broadcasting co-operative ideals and awakening interest in co-operation among the general public, and thus helping to widen the influence of the movement. This might be profitably supplemented by meetings, articles in periodicals, and such other forms of publicity as circumstances allow. Of course the educational function of the Department might be developed in detail, but this is a matter for future consideration. The indications I have given must suffice us for the moment.

Before I leave this subject of education within the movement, I wish to lay stress on the importance of the attitude to be observed by the Department in this sphere, for, without exaggeration, in efficient teaching as well as in efficient inspection, which we shall come to later, lies the secret of its success.

2. — ORGANIZATION AND INSTRUCTION.

This is indeed a form of education — practical and decentralized — for it is nothing but the teaching of co-operators in their own localities, the actual undertaking of their business. This is done by what might be called "Organisers" who actually live among the people of the districts they are responsible for, and who have all kinds of local information at their finger-tips. When we know that these organisers are placed in a sort of paternal position in regard to the societies in their districts, and when we know that the general education of the members of these societies, whether agriculturists or artisans, is very defective, and their knowledge of business matters is extremely limited, we begin to realize the responsibility that lies on these organisers. In fact we can safely say that the progress this movement makes in any country, particularly in backward countries, depends to a great extent on the ability, zeal, and public spirit of these men. This being the case, great care should be exercised in selecting the right kind of men for this all-important work — men who will not rest until they make co-operation a living thing amongst the people, and not men of the type prevailing now, whose sole aim is to secure for themselves the prestige of government service with its security of pay and pension, and then

exert themselves no further. As regards the qualifications that are essential to the organisers we need, these might be summarised as follows :

- a) They must have a good all around training in co-operative methods.
- b) Being missionaries of co-operation, before they are able to win converts to their faith, they must themselves be convinced of the truth of its principles, and have the enthusiasm to preach it, and the ability to do so efficiently.
- c) They must possess that engaging character which will enable them to converse frankly with peasants and artisans and secure their confidence.
- d) Tact, skill, patience and perseverance are essential to this task. For there is fear that their courage might quail and their enthusiasm wane at the indifference and apathy the people show towards co-operation before they accept it and even afterwards.
- e) They must be, above all, practical men, able to help to translate the principles they are preaching into action, alert to see what is in the minds of the members of their societies, and able to embody it in a definite form, prepared to cope with emergencies as they arise, and possessed of the power of adjusting their methods to the peculiarities of the various localities in their districts.

This combination of idealism and realism is a very rare thing to find in Egypt, and I do not know of any class in this country from which one can recruit organisers with the above qualifications. The « Effendiah » qualified from the Higher Schools of Agriculture and Commerce fall short of these qualifications. The fault is not theirs, — it is that of their home rearing and school education. Besides, such practical experience as they possess, and still more the class from which they come, hinders them in winning the confidence of our peasants and artisans. Still, with all their defects, I think that they are the most likely class from which we shall recruit most of our organisers. We shall leave it to Father Time to put right their defects, but it will be the duty of the Department to give these organisers the chance to become acquainted with improved and up-to-date methods of co-operation abroad, and also to encourage them to widen

their outlook by association with economists and co-operators at home. This could be done in various ways which can be dealt with later on.

Now we come to *the work of the organisers*. Generally speaking, this is of twofold nature, first to consolidate the existing societies, secondly, to start new ones. In Egypt, the chief work at the present time will be in the direction of the consolidation and improved working of the existing societies. All expansion will be left till this task is accomplished first. A few good societies with a management wound up tight enough to allow no laxity in their working are far better for the country and for co-operation itself than hundreds of societies loose in principle and lax in practice. The work of the organiser can be summarised as follows :

a) Being representative of the Department in his district, he has the right of access to all the books of the societies in his charge and also of supplementary explanations. He tabulates their returns and records their work, and keeps the Department fully acquainted at all times with the position and activities of the societies from both the business and social point of view.

b) He must be given unfettered discretion in discharging the duties assigned to him, in order to make him responsible for the result of his labour in the societies in his district.

c) As regards instruction, this could be divided under two headings :

I. PRIMARY EXPERT SERVICE, dealing with the general principles underlying co-operation, and suggestions for improvement, advice as to the needs of the societies, suggestions as to new developments, teaching Committee men their duties, and members their place in their societies, warning his societies of pit-falls. All this comes within the sphere of the organiser who is always moving about among the societies in his districts, staying a few days in one town or village, a few weeks in another, carrying out his duties like a father, the result of whose care, advice and influence will show itself in the behaviour of his children.

II. MORE SKILLED SERVICE. — Sometimes a special technical knowledge of certain matters lies outside the ability of the organiser. In this case, it is the duty of the latter to do his best, whether through the Department

or otherwise, to secure for the society the necessary skilled assistance. For instance, a certain society is contemplating dealing in agricultural machinery or launching into egg-production or bee-keeping, or producing certain commodities, or manufacturing certain articles, or buying certain provisions for its grocery store. The organiser of the district might not be able himself to give the best of advice on all these matters. In that case it is his duty to procure the best advice for his society.

d) Preaching co-operation is one of the important duties of the organiser. He ought to go around in his district and mix with the people as one of them and try to win their sympathy by explaining to them not only the high ideals of the movement, but the thorough practicability of its teachings, sometimes by friendly talks in a Café, sometimes by small informal discussions in one of the men's houses, sometimes by an address at an open-air meeting, etc. His duty in this sphere ought to be confined at the beginning to introducing the subject to the people in such an interesting way as to set them thinking. Then he leaves them for a few weeks, to come back again and have another talk with them. This might be repeated several times until the people get some understanding of the movement and their interest is thoroughly aroused. He should encourage them to ask questions, welcoming their views, however crude. A year or so might pass in this way, the people still absorbing information in their slow easy way. There is no harm in this as long as they are genuinely interested. He should avoid asking the people to form a society. It is not wise to hurry them. When they begin to see the advantages of co-operation, they themselves will take the initiative and try to form a society, which will really last because it is their own wish to do it, because they feel a need of it, and above all because they know what it stands for. Then, and not until then, should the organiser step in and give them a hand in the actual establishing of the society. He will find that the men themselves will ask his advice about the necessary forms, rules, registration, etc., and then it will be his duty to show them how to form their committees, and instruct them in the best methods of getting their society started. Once a society is started in this way, it goes on splendidly because the people feel that it is their own creation, and they know all about it. It is no one-man so-

ciety, it is an every-member society, and every member takes a living interest in it. As soon as the initial steps in forming a society have been taken, the organiser's duty will be to keep an eye over it and watch closely its development, and whenever he finds it in any trouble, whether through unexpected circumstances arising, lack of knowledge, or experience, breakdown of machinery, or any other cause, his place should be amongst its members as a friend and guide to help them to get out of their difficulties, and not as a stiff-collared government official to chastise them. In this way the societies will multiply and thus the movement will expand because it is built on a solid basis and erected on a sound understanding.

3. — ACCOUNTING AND AUDITING.

This is a specialised form of inspection, an inspection of book-keeping and other financial details. It is in this domain of the keeping of accounts that the societies meet with great difficulties.

A sort of «Audit Staff» ought to be kept in the Department quite apart from its other activities, and the societies bound by law to have their accounts regularly and carefully audited at least once a year (frequency of audit depends upon the efficiency of societies) by a member of that Staff. These auditors, in addition to being well versed in the art of accounting and acquainted with the particular nature of the work of the societies they have to audit, should possess an ample knowledge of the principles underlying co-operation and a sympathetic understanding of its teachings. Such qualifications are essential to the Co-operative Auditor, for his work differs from that of the ordinary auditor of commercial firms. In fact the audit of a co-operative society includes some inspection as well, it is not merely the examination of its balance-sheet with the books, and reporting whether they represent the true state of affairs and are in conformity with the law. This applies particularly to rural societies, where the members are liable to encounter bad seasons which might prevent them from meeting their obligations. In this case, unless the auditor understands the circumstances and allows for them and at the same time is able to probe deeper into the causes that prevented the members being punctual in the payment of their debts, and finds out if they have really done their best to meet their obligations towards their society in a true co-operative spirit, and are not

merely putting the blame on adverse conditions in order to postpone payments, he will lose respect and incur the contempt of the members of the societies whose accounts he is auditing. From this it will be seen that a *sympathetic* as well as *intelligent* audit is necessary. It is useless to overlook the circumstances the farmers may have to encounter, and at the same time it is dangerous to exaggerate these circumstances. Who can be a better judge in all this than the man who knows the nature of the work of the societies and has the qualifications mentioned before?

As regards the method of auditing for societies, it would not be advisable to have the audit conducted by the societies sending their books to the Department to be examined and dealt with. A more detailed attention in our societies is imperative. It would be more satisfactory that the auditors should visit the societies in person and spend as much time with them as required. Then the societies will be afforded the chance of getting useful advice and practical assistance, as well as of having a talk on the inner meaning of co-operative conduct as regards punctuality in the payment of debts and the practice of thrift; all this in addition to the actual audit.

4. — INSPECTION AND SUPERVISION.

Neither in Education and Propaganda, Organization and Instruction, nor Auditing and Accounting, can the societies reap the fullest benefit from the work of the Department, unless that work has been done efficiently, and unless the societies have made full use of the opportunities provided by the Department to improve the economic and social condition of the members. This is the only justification of the very existence of the Department.

This work of supervision must be entrusted to an efficient staff of inspectors whose duty comprises careful examination of the work undertaken by the Department and the manner in which it is carried out by its agents, and the results as shown in the conduct of the societies. This will necessitate a close touch with all the work of the Department and a personal knowledge of the conditions of the societies. Such work will no doubt need the services of men with those qualities we have mentioned as being essential to the organiser, who should possess a keen critical sense, and be fair-minded,

of mature experience, sound judgment, and courage to state their views and stand by them. These inspectors in their general survey of the movement should embody their views of the situation in such a form as would help the Department to recognize its own weak points as well as those of the individual societies and to remedy these defects. This inspection would have a beneficial effect not only on the Department itself but on the movement which it guides.

Again I repeat here that *teaching* and *inspection* are inseparable factors in success. This must be borne in mind by the leaders of co-operation everywhere, especially in a country like Egypt. And only by adopting the afore-mentioned policy of giving personal attention and taking individual interest in every co-operative society, will the movement make any progress at all.

And for all this work of the Department stated, we want real co-operative officers who are not merely satisfied with doing their appointed task, but who are out to help in making co-operation a living factor in improving the economic position and raising the social condition of the people both in the country and the town. Here end my suggestions as to the function of the Department in administering the higher control of the movement. Now it remains to consider the form and internal organization of this Department.

INTERNAL ORGANIZATION OF THE DEPARTMENT.

Let it be understood at the outset that the policy followed in framing the constitution of this Department is based on the principles of devolution without loss of central control. This system, while providing democratic government, retains coordination and central control, and its success must depend upon the ability, goodwill and enthusiasm with which both its central organization and local bodies take up their duties and work in harmony with each other. Unfortunately, conditions in Egypt have made it unavoidable that at the present time the Government of the Department should be more inclined towards centralization than decentralization, but it is hoped that as time goes on matters will alter in this respect.

Under this scheme, there are four bodies concerned with the working of the system.

1° *The Department.*

The work of this body which we have already discussed in detail, will be under the control of a "Director" aided by a staff of inspectors, auditors, organisers, secretaries, clerks, etc. The Director will have control of all the business carried on in the Department and be directly responsible to the Ministry.

2° *Central Board.*

This is an advisory body composed of twenty members, ten of whom are nominated by the Ministry, and the other ten are elected by the societies from amongst them. The Board may meet as often as it is necessary, but it must meet at least once every three months, to discuss the affairs of the movement, to be informed of the work of the Department and the activities of the societies, and to express its opinion on co-operative matters. In short, it acts as the enlightened co-operative advisor of the Ministry.

3° *The Ministry.*

4° *The General Meeting.*

This is composed entirely of members of the local societies (one representative for every hundred members of each society), and meets once a year. In this annual meeting the Ministry submits an "Annual Report" prepared by the Department, dealing with all the affairs of the co-operative Movement in Egypt, giving statistics, and stating the progress that has been made during the year. The Meeting considers the Report, discusses various problems concerning the movement and expresses its opinion as an Advisory body, representing all the co-operative societies in the country. The Meeting will be presided over by the Minister of Agriculture, and the Director of the Department will act as a Secretary.

This is merely the sketch of a scheme which might be elaborated when the time comes to have the question fully discussed. This outline will ensure the working of co-operation in Egypt in the spirit advocated, and will not, to my mind, fail to attain its object, provided it adheres to co-operative teaching. Now we come to the second question of my scheme : and that is Business Organization.

II. — BUSINESS ORGANIZATION.

Once the Co-operative movement enlarges itself and its adherents show good business ability, the call for federations, whether trading or banking, becomes urgent. In Egypt it is obvious that such a stage has not yet been reached, and some years must pass before the necessity of federation will be felt. This is fortunate, for it gives us a chance to prepare the mind of the people for joint action on a large scale, and the «Department» must bear this in mind from the first. When the time comes that this federation should be formed, the societies will realize the importance of being affiliated to two co-operative organizations, — a «Central Bank» for finance and a «Wholesale Society» for supply and sale.

Co-Operative Central Bank.

The higher organization of Co-operation in this country should start as we mentioned from the Department which acts as a «Union», and as control and finance follow one another in good co-operative organization, it becomes fundamental to establish a sound banking system, for local co-operative banks by themselves cannot fulfil their purpose adequately without a central Bank. This system cannot be but co-operative, for ordinary banking does not answer the purpose, as it aims at profit and not service.

The Central Bank should not be started by the government, as the «Department» was. It is permissible that the Government should direct the whole movement, but it is fatal that it should feed it with a spoon. We have submitted to the inevitable and allowed the government to act for the time being as a «Union» with the hope that it will serve as a nurse to the co-operative baby, — but that baby must learn to use its own legs. The «Department» should have succeeded after about three or four years in teaching the co-operative societies the principles underlying a central bank and the way to found one, and it leaves it to them to start it if they want it. It might help them at the beginning by giving them practical encouragement in the form of financial assistance, but that should not be without conditions, the foremost of which are :

a) Financial assistance should only be forwarded to the «Central Bank» and not to the societies, so as to avoid a pauperizing effect on them.

b) It should be made a condition that the Government would supply the «Central Bank» with 2, 3 or 4 times as much as the societies would raise from amongst themselves in the form of Share capital. This would encourage them to invest their money in their own bank.

c) Government financial assistance should not be in the form of free loans as these are apt to be wasted. A low rate of interest should be charged which would be gradually raised as the «Bank» gets out of its experimental stage. In this way the time will come when the interest will be at the market rate, then the Bank would have attained its majority and would no longer need government support.

d) The government would have the right to inspect and audit the accounts of the «Bank».

The details of this «Central Bank» cannot be discussed here, but we might mention that the share capital raised by the societies would be on a basis like L. E. 1 share for each of their members, which might be fully or partly paid. As regards the functions of the «Bank», it acts as money equaliser between the different societies helping to distribute the surplus deposits of the more prosperous amongst the more needy of them. This is its principal function, but it also raises the money needed by impecunious societies, when necessary.

It should not have anything to do with trading, but keep to banking, for banking and trading are two things which should be kept apart in higher organizations. The work of each has become specialized to such a high degree that it is necessary to study the interests of each separately, and avoid any tendency that would help to develop the work of the one at the expense of the other.

Co-operative Wholesale Society.

As the Co-operative movement must centralize its financial power, if it desires real progress, it must centralize its trading power as well. The former object is attained by the formation of a «Central Bank», the latter by a «Wholesale Society».

Had we not had in Egypt the «Sultanic Agricultural Society» I would have certainly advised the societies establishing their own co-operative Wholesale Society that would strengthen their position as buyers and sellers. But now, as an agriculturist and as a co-operator I would advise the bringing of our co-operative societies and the Agricultural Society to work together in harmony for the welfare of both agriculture and co-operation in this country. I see great advantages in this union. We all value greatly the services rendered to the country by this Agricultural Society. It was the first organization of its kind that cared for the breeding of our farm animals, and did a good deal for the improving of our crops. By holding shows, it has brought farmers together, interested them in the improving of their ways, stimulated them to raise the standard of their farming, and encouraged them to produce the best of crops, and breed the best of animals. We owe to this Society the realization of our farmers of the value of the use of fertilizers, so much so that the fertilizers which were not known to them only a few years ago, are now widely used. Not only has it introduced to the farmers these fertilizers but besides served them as an honest agent, guaranteeing to them the best of manures at the cheapest of prices. It also introduced to them agricultural machinery and implements and helped to procure same for them. From all this we see that the Sultanic Agricultural Society has done a great deal for our farmers both from the agricultural as well as the commercial points of view. These two sides of its activities have indeed helped each other, and had it not been for the commercial side of its activities the society would not have been enjoying the sound financial position it is in now, and without which it would have been difficult to carry out the very useful work it has been conducting during the last quarter of a century. From this we conclude that it is a national duty to save the Society from any danger that threatens it and that in order to help it to prosper the farmers should trade with it not only in fertilizers and machinery, but in all they require, from seeds, feeding-stuffs, coal, timber, petrol, etc.

When the time comes that the Co-operative movement spreads in this country, and its numerous societies deal with the Agricultural Society as if it were their wholesale society, both sides will reap the benefit of this wise policy. It is true that had the co-operative societies had their own

co-operative wholesale society, they would have gained all the profit that accrues from trading instead of sharing it with the Agricultural Society. But in return for this sacrifice they gain from having a scientific society that works for them and guides them in their agricultural advancement. Besides, the co-operative societies deal with the Agricultural Society in a co-operative way, and so they benefit directly through getting the best of goods at moderate prices and in the end they get part of the profit, each society according to its purchases.

As regards the collective sale of produce, the Agricultural Society might find itself in the near future confronted with this difficult and responsible task. But I think it would be wise if it leaves this to special central associations, and I am of opinion that when the co-operative sale of products, cotton, eggs, wheat, fruits, etc., is undertaken, that the Co-operative Associations undertaking this should be one-product associations, or, if they undertake the sale of more than one product, the products should be of much the same nature. — Poultry and eggs are kindred products, so are wheat and barley, and experience in handling one can be applied to the other. But cotton and honey are entirely different things to handle, and it is difficult to find a managing director with full mastery of the technical problems connected with varied products, their packing, marketing, etc.

This is the policy I advocate as regards the Administrative and Business Organizations of the Co-operative Movement in this country. It is obvious that it is merely a skeleton, and if the country finds it suitable to build on, it could be elaborated or modified according to circumstances.

In the meantime the authorities are busy laying the foundation of a "Co-operative Law" and by the time this is finished we hope the Government and the people will have made up their minds as regards the policy according to which the Movement will be conducted.

IBRAHIM RASHAD

M. A. Cambridge.

Ph. D. Ireland.

B. Sc. Bristol.

Agri. Dip. Cirencester and Wye.

April 22nd, 1923.

A BRIEF REVUE
OF THE
COTTON CONDITIONS IN EGYPT
DURING THE PAST FIVE YEARS

BY

G. C. DUDGEON, C. B. E.

In the attempt to account for the extreme fluctuations in the market price of Egyptian cotton during the past five years, it is necessary to examine carefully the conditions of the particular countries to which exports have been made during that period. The demand for instance, for Egyptian cotton which occurred in 1920, for such special purposes as that for the manufacture of automobile tyres, raised the price to an extreme limit of 99 d. per lb (average of 17th February at Liverpool), due largely to the purchase of a great portion of the crop for that purpose by America. The fluctuations in exchange in European countries have influenced the demand for Egyptian cotton by France, Italy, Switzerland and Germany.

The Annual Cotton Handbook for the years under review gives the figure in bales of cotton, each year, which were exported from Egypt to the different countries, but there is a great divergence between the total arrived at from the addition of these figures compared with the official records of the country's crop, when both are rendered in cantars. For this reason I have taken the percentage value for each country, each year, as probably the best means of comparing the proportions sent to each of the principal foreign importing countries.

The chief reason for the great divergence in figures between the annual crop and annual exported crop is that, when the price rose considerably

owing to speculators in Egypt and elsewhere, buying cotton at the extreme values they did in 1920, these speculators found themselves left with large stocks on their hands which they could not sell at a profit, and ever since the market price has been proportionately so low, that they could only dispose of their holdings at a great loss.

Before actually going into the percentages of export figures to different countries, it is perhaps as well to compare the official annual crop figures with those of the exported crop, in order to demonstrate the amount actually held back in the country itself, by speculators, in the hope of a rise in the market price.

The following table shews, in the second column, the area of land in cotton in feddans; in the fourth column is given the official crop return; in the sixth the amount exported in bales, and in the seventh the same expressed in cantars.

TABLE I.

CROP.	AREA.	EGYPTIAN GAZETTE.	OFFICIAL CROP.	CANTARS PER FEDDAN.	BALES EXPORTED.	EXPORTS EXPRESSED IN CANTARS ⁽¹⁾ .
	feddans.	cantars.	cantars.			
1918-1919...	1,315,572	"	4,820,650	3.66	718,309	5,335,600
1919-1920...	1,573,662	"	5,571,632	3.54	737,857	5,480,802
1920-1921...	1,827,868	5,030,375	6,035,504	3.30	445,451	3,309,544
1921-1922...	1,289,805	5,358,285	4,352,958	3.37	763,528	5,672,018
		10,388,660	10,388,462			
1922-1923...	1,800,843		4,894,156 (estimated).	2.70	(11) 940,823	(11) 6,989,139
			6,713,000	3.70		

⁽¹⁾ 1 bale taken as 7,53875 cantars. — ⁽¹¹⁾ August 1st to July 31st.

In 1920-1921 it will be noticed that a very small proportion of the crop was actually exported during the year. The area, it will also be noted in that year, had increased to a maximum size, and the crop which was planted in the expectation of it realizing prices equal to those which were being paid in March and April (the planting time), rapidly decreased

in value, and many growers, who held back their land's production in the hope of a recovery in price, were bitterly disappointed.

In the Egyptian daily papers, e. g. the *Egyptian Gazette*, the actual deliveries in Alexandria from the 1st September 1920 to the 31st August 1921 are given, and it is shewn that these figures have been increased by approximately 1,000,000 cantars in the official return, supposed to represent the actual crop, and published by the Ministry of Agriculture. This amount was estimated as being held back from sale, and an equivalent amount was deducted from the deliveries of the following year, 1921-1922. It will thus be seen by comparing the added totals of the two years as shewn. This at least is what seems to have been done, and with ample justification, in order to give some idea of the year's crop as well as to equalize the annual averages, as much as possible, per feddan cultivated.

For 1922-1923, the Ministry of Agriculture's estimate seems to be so far from the actual crop result, that it is difficult to account for it in any way. It has even been suggested in Liverpool that the estimate was purposely made low in order to create a rise in the market price, but in view of it, the deliveries in Alexandria of nearly six and three quarter million cantars, and the exports during the year of about seven million cantars⁽¹⁾, has complicated matters, and has depressed the market price somewhat. This has left a situation in Liverpool, in which buyers now look with suspicion upon the official estimates, and the effect of this is bound to be maintained with regard to future years' crops to their detriment in sale. The actual figures shew that the Ministry of Agriculture's estimated yield represented a crop of 2.70 cantars per feddan upon the area given — the lowest average ever recorded from Egypt — whereas the crop which was delivered in Alexandria came to about 3.70 cantars per feddan, equal to about 1 cantar per feddan more than the estimated figure. It is conceivably very difficult to estimate the yield of a cotton crop in Egypt; the more so nowadays than previously, but, given the area and the average yield for a number of years, there seems no reason why the estimation should be made so divergent from the actual total.

⁽¹⁾ 7,153,976 cantars — *Egyptian Gazette* to end of August 1923.

Having given the crop figures and the corresponding export totals for the same years, it will be seen that, employing the percentage system for a comparison of the totals which were exported to any country, is the only method by which a clear view can be given of the extent of the same in respect to that country for a period of years. It also gives a means of comparison with the export figures of other countries during the same period. From the table given below it will be seen that in 1919-1920 a very large amount of the Egyptian crop was sent to America, chiefly, as has been said before, for use in the manufacture of motor tyre covers, for which Sakellaridis cotton is found specially suitable; the price of American cotton and silver being themselves high at the same time, drove the price of Egyptian cotton far beyond what it had ever been in the past.

TABLE II.

EXPORTS FROM EGYPT.

COUNTRIES.	1918-1919.	1919-1920.	1920-1921.	1921-1922.	1922-1923.
	per cent.	per cent.	per cent.	per cent.	per cent.
Great Britain.....	64	47	51	46	44
United States.....	13	35	11	22	21 $\frac{1}{2}$
France.....	11	7	9	10 $\frac{1}{2}$	11
Italy.....	7	7	5	5	6 $\frac{1}{2}$
Germany.....	"	2 $\frac{1}{2}$	6	4 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$
Switzerland.....	"	"	7	3 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$
Japan.....	3	2	4 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$
Spain.....	1 $\frac{1}{2}$	1 $\frac{1}{2}$	3 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	3
Other countries.....	1 $\frac{1}{2}$	"	3 $\frac{1}{2}$	3	3 $\frac{1}{2}$

During 1920-1921, owing, as it has previously been shewn, to the fall in the demand for Egyptian cotton on the American markets, only about half the actual crop came up for sale during the year. This, however, did not induce any rise in price, and Egyptian cotton was cheap, American Fully Middling being proportionately low in price and realizing from 30-40 o/o lower values than Egyptian on the same date⁽¹⁾. The

⁽¹⁾ See spot prices at Liverpool.

demand was remarkably feeble and the price reached so low a limit, that Continental countries were induced to come into the market, and as much as six per cent of the exported crop actually went to Germany, four and a quarter to Japan, and three and a quarter to Spain. Speculators in Egypt were obliged to sell, even at a loss in 1921-1922, and the export figures were high again, although the crop was a low one. America took a normal amount of the crop, and Germany, Japan and Spain, did not increase their averages in proportion to the large exported crops, although they actually increased their imports in bales. In 1922-1923, owing probably to the rate of exchange, Germany took no more than the previous year, although the exports from Egypt were even higher than in that year. Spain and Japan each increased their deliveries by 10,000 and 15,000 bales respectively, and England, America, France and Italy consumed increased amounts, making their receipts about normal.

Now we will turn to "spot" prices of Fully Middling American compared with Fully Good Fair Sakellaridis for the period from October 3rd 1919 to July 27th 1923. In the table, which I have compiled to demonstrate the fluctuations in price, I have taken the average on the Friday of each week for both qualities in Liverpool. It will be noticed that the highest and lowest prices of the year may not enter the table, through being reached on other days of the week, as for example when the price of Egyptian rose to 99 d., which happened on the 17th February 1920, no record of this price is found on the table given.

TABLE III.

AMERICAN BASIS. — FULLY MIDDLING COMMENCING 3rd FEBRUARY 1919.

EGYPTIAN BASIS. — FULLY GOOD FAIR SAKELLARIDIS COMMENCING 2nd JUNE 1919.

(Spot prices at Liverpool pence per lb.)

DATE.	AMERICAN.	EGYPTIAN.	O/O OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
			AMERICAN.	EGYPTIAN.	
	pence.	pence.			
1919.					
October 3.....	20.38	30.00	40.7	59.3	18.6
— 10.....	21.34	30.00	41.6	58.4	16.8
— 17.....	22.87	32.00	41.7	58.3	16.6

DATE.	AMERICAN.	EGYPTIAN.	O/O OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
			AMERICAN.	EGYPTIAN.	
	piastre.	piastre.			
October 24.....	23.48	33.50	41.4	58.6	17.2
— 31.....	25.05	35.50	41.4	58.6	17.2
November 7.....	26.30	37.50	41.3	58.7	17.4
— 14.....	25.83	40.00	39.3	60.7	21.4
— 21.....	24.65	40.50	37.9	62.1	24.2
— 28.....	25.48	45.00	36.2	63.8	27.6
December 5.....	26.37	49.00	35.0	65.0	30.0
— 12.....	26.98	50.50	34.9	65.1	30.2
— 19.....	27.37	49.00	35.9	64.1	28.2
— 26.....	27.93	51.00	35.4	64.6	29.2
1920.					
January 2.....	30.41	55.00	35.7	64.3	28.6
— 9.....	30.04	58.00	34.2	65.8	31.6
— 16.....	29.91	67.50	30.8	69.2	38.4
— 23.....	28.91	67.50	30.0	70.0	40.0
— 30.....	29.56	77.00	27.8	72.2	44.4
February 6.....	28.97	82.50	26.0	74.0	48.0
— 13.....	30.92	91.00	25.4	74.6	49.2
— 20.....	31.76	96.00	24.9	75.1	50.2
— 27.....	31.02	92.50	25.2	74.8	49.6
March 5.....	30.15	85.50	26.1	73.9	47.8
— 12.....	29.65	87.50	25.3	74.7	49.4
— 19.....	29.80	84.00	26.2	73.8	47.6
— 26.....	29.38	83.00	26.2	73.8	47.6
April 2.....	28.76	83.00	25.8	74.2	48.4
— 9.....	29.03	86.00	25.3	74.7	49.4
— 16.....	28.66	86.50	24.9	75.1	50.2
— 23.....	27.18	85.50	24.2	75.8	51.6
— 30.....	27.08	84.50	24.3	75.7	51.4
May 7.....	27.88	87.00	24.2	75.8	51.6
— 14.....	27.65	83.50	25.4	74.6	49.2
— 21.....	27.39	74.50	26.9	73.1	46.2
— 28.....	27.35	75.50	26.6	73.4	46.8
June 4.....	29.05	74.00	28.2	71.8	43.6
— 11.....	28.61	72.00	28.5	71.5	43.0
— 18.....	27.89	68.00	29.1	70.9	41.8
— 25.....	27.63	63.00	30.5	69.5	39.0
July 2.....	26.86	62.00	30.3	69.7	39.4
— 9.....	26.37	62.00	29.9	70.1	40.2

DATE.		AMERICAN	EGYPTIAN.	O.O OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
				AMERICAN.	EGYPTIAN.	
		pence.	pence.			
July	16.....	27.90	64.00	30.4	69.6	39.2
—	23.....	28.02	66.00	29.8	70.2	40.4
—	30.....	27.40	67.00	29.1	70.9	41.8
August	6.....	28.60	68.00	29.6	70.4	40.8
—	13.....	28.44	70.00	28.9	71.1	42.2
—	20.....	26.07	68.00	27.7	72.3	44.6
—	27.....	23.74	67.00	26.2	73.8	47.6
September	3.....	22.46	66.50	25.3	74.7	49.4
—	10.....	23.15	65.00	26.3	73.7	47.4
—	17.....	23.43	61.00	27.8	72.2	44.4
—	24.....	23.10	57.00	28.9	71.1	42.2
October	1.....	20.92	54.00	28.0	72.0	44.0
—	8.....	19.49	51.00	27.7	72.3	44.6
—	15.....	16.67	45.00	27.1	72.9	45.8
—	22.....	17.23	43.00	28.6	71.4	42.8
—	29.....	18.05	43.00	29.6	70.4	40.8
November	5.....	16.80	43.00	28.1	71.9	43.8
—	12.....	16.06	40.00	28.7	71.3	42.6
—	19.....	13.91	33.00	29.7	70.3	40.6
—	26.....	12.73	30.00	29.8	70.2	40.4
December	3.....	11.96	28.00	30.0	70.0	40.0
—	10.....	12.92	28.00	31.9	68.1	36.2
—	17.....	12.08	26.00	31.8	68.2	36.4
—	24.....	11.04	25.00	32.5	67.5	35.0
—	31.....	9.90	22.00	31.1	68.9	37.8
1921.						
January	7.....	11.17	21.00	34.6	65.4	30.8
—	14.....	11.75	23.00	33.8	66.2	32.4
—	21.....	10.25	22.00	31.8	68.2	36.4
—	28.....	9.79	21.00	31.8	68.2	36.4
February	4.....	9.20	19.00	32.7	67.3	34.6
—	11.....	8.96	17.50	33.9	66.1	32.2
—	18.....	9.12	16.50	35.6	64.4	28.8
—	25.....	7.61	14.00	35.2	64.8	29.6
March	4.....	7.31	13.00	36.0	64.0	28.0
—	11.....	7.69	15.00	33.9	66.1	32.2
—	18.....	8.06	15.50	34.3	65.7	31.4
—	25.....	8.80	17.50	33.4	66.6	33.2
April	1.....	8.14	17.50	31.8	68.2	36.4

DATE.		AMERICAN.	EGYPTIAN.	9/0 OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
				AMERICAN.	EGYPTIAN.	
		pence.	pence.			
April	8.....	7.93	17.00	31.8	68.2	36.4
—	15.....	8.24	17.75	31.8	68.2	36.4
—	22.....	7.89	17.75	30.8	69.2	38.4
—	29.....	7.99	17.75	31.1	68.9	37.8
May	6.....	8.36	17.00	33.4	66.6	33.2
—	13.....	8.13	16.50	33.1	66.9	33.8
—	20.....	8.07	16.00	33.6	66.4	32.8
—	27.....	8.27	16.50	33.4	66.6	33.2
June	3.....	8.12	16.00	33.8	66.2	32.4
—	10.....	8.40	16.00	34.5	65.5	31.0
—	17.....	8.12	16.00	33.8	66.2	32.4
—	24.....	7.65	15.50	33.1	66.9	33.8
July	1.....	7.85	15.50	33.7	66.3	32.6
—	8.....	8.34	16.00	34.3	65.7	31.4
—	15.....	8.69	16.00	35.2	64.8	29.6
—	22.....	8.73	16.50	34.6	65.4	30.8
—	29.....	8.33	15.50	35.0	65.0	30.0
August	5.....	8.94	16.00	35.9	64.1	28.2
—	12.....	8.91	16.00	35.9	64.1	28.2
—	19.....	8.87	15.50	36.4	63.6	27.2
—	26.....	10.01	16.25	38.2	61.8	23.6
September	2.....	11.70	19.00	38.2	61.8	23.6
—	9.....	13.01	21.50	37.7	62.3	24.6
—	16.....	13.78	22.00	38.5	61.5	23.0
—	23.....	15.30	26.00	37.1	62.9	25.8
—	30.....	15.22	27.75	35.5	64.5	29.0
October	7.....	16.66	28.75	33.8	66.2	32.4
—	14.....	17.02	26.50	33.0	67.0	34.0
—	21.....	12.94	24.50	34.6	65.4	30.8
—	28.....	12.72	23.50	35.2	64.8	29.6
November	4.....	12.51	23.25	35.0	65.0	30.0
—	11.....	11.28	21.00	35.0	65.0	30.0
—	18.....	10.40	19.75	34.5	65.5	31.0
—	25.....	12.04	20.50	37.0	63.0	26.0
December	2.....	11.07	20.00	35.7	64.3	28.6
—	9.....	11.35	20.00	36.3	63.7	27.4
—	16.....	10.91	20.75	34.5	65.5	31.0
—	23.....	11.22	21.00	34.9	65.1	30.2
—	30.....	11.71	21.50	35.3	64.7	29.4

DATE.	AMERICAN.	EGYPTIAN.	90 OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
			AMERICAN.	EGYPTIAN.	
	pence.	pence.			
1922.					
January 6.....	11.39	21.50	34.7	65.3	30.6
— 13.....	11.65	20.50	35.0	65.0	30.0
— 20.....	10.53	18.25	36.6	63.4	26.8
— 27.....	9.61	16.00	37.6	62.4	24.8
February 3.....	9.70	16.25	37.4	62.6	25.2
— 10.....	9.82	16.25	37.7	62.3	24.6
— 17.....	10.36	17.50	37.2	62.8	25.6
— 24.....	10.60	17.75	37.4	62.6	25.2
March 3.....	10.28	17.00	37.7	62.3	24.6
— 10.....	10.82	18.00	37.6	62.4	24.8
— 17.....	11.00	18.25	37.7	62.3	24.6
— 24.....	10.89	18.00	37.7	62.3	24.6
— 31.....	10.84	17.75	37.9	62.1	24.2
April 7.....	10.60	17.50	37.8	62.2	24.4
— 14.....	10.38	17.50	37.3	62.7	25.4
— 21.....	10.26	17.25	37.3	62.7	25.4
— 28.....	10.36	17.50	37.2	62.8	25.6
May 5.....	11.15	17.75	38.6	61.4	22.8
— 12.....	11.73	18.00	39.5	60.5	21.0
— 19.....	12.13	18.75	39.3	60.7	21.4
— 26.....	11.84	18.75	38.8	61.2	22.4
June 2.....	12.18	19.25	38.8	61.2	22.4
— 9.....	12.45	19.00	39.6	60.4	20.8
— 16.....	12.93	19.75	39.6	60.4	20.8
— 23.....	13.74	20.00	40.0	60.0	20.0
— 30.....	13.23	19.75	40.0	60.0	20.0
July 7.....	13.65	20.00	40.0	60.0	20.0
— 14.....	13.80	19.75	41.2	58.8	17.6
— 21.....	13.75	19.75	41.0	59.0	18.0
— 28.....	13.34	18.00	42.6	57.4	14.8
August 4.....	13.16	18.00	42.3	57.7	15.4
— 11.....	12.60	17.25	42.3	57.7	15.4
— 18.....	13.35	18.00	42.6	57.4	14.8
— 25.....	13.70	18.00	43.3	56.7	13.4
September 1.....	13.80	18.00	43.4	56.6	13.2
— 8.....	12.94	17.50	42.6	57.4	14.8
— 15.....	13.42	17.50	43.4	56.6	13.2
— 22.....	12.98	17.50	42.6	57.4	14.8
— 29.....	12.40	17.00	42.2	57.8	15.6

DATE.		AMERICAN.	EGYPTIAN.	O/O OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
				AMERICAN.	EGYPTIAN.	
		pence.	pence.			
October	6.....	12.52	17.15	42.3	57.7	15.4
—	13.....	13.30	17.40	43.4	56.6	13.2
—	20.....	13.65	17.50	43.9	56.1	12.2
—	27.....	14.29	17.75	44.6	55.4	10.8
November	3.....	14.66	17.75	45.3	54.7	9.4
—	10.....	15.65	19.15	45.0	55.0	10.0
—	17.....	14.97	18.75	44.4	55.6	11.2
—	25.....	14.85	18.50	44.6	55.4	10.8
December	1.....	14.79	18.25	44.8	55.2	10.4
—	8.....	14.35	* 17.50	45.1	54.9	9.8
—	15.....	14.61	17.65	45.3	54.7	9.4
—	22.....	15.01	17.70	45.9	54.1	8.2
—	29.....	15.21	17.80	46.1	53.9	7.8
1923.						
January	5.....	15.11	17.50	46.4	53.6	7.2
—	12.....	15.65	17.50	47.2	52.8	5.6
—	19.....	16.30	18.25	47.2	52.8	5.6
—	26.....	16.42	18.25	47.4	52.6	5.2
February	2.....	15.38	17.65	46.6	53.4	6.8
—	9.....	15.84	17.65	47.3	52.7	5.4
—	16.....	16.03	17.50	47.9	52.1	4.2
—	23.....	16.44	17.50	48.5	51.5	3.0
March	2.....	16.54	17.50	48.6	51.4	2.8
—	9.....	16.70	17.75	48.5	51.5	3.0
—	16.....	16.65	17.95	48.2	51.8	3.6
—	23.....	16.18	18.00	47.4	52.6	5.2
—	30.....	14.90	17.40	46.2	53.8	7.6
April	6.....	15.98	17.40	47.9	52.1	4.2
—	13.....	16.05	17.85	47.4	52.6	5.2
—	20.....	15.28	17.15	47.2	52.8	5.6
—	27.....	15.56	17.15	47.6	52.4	4.8
May	4.....	14.88	16.40	47.6	52.4	4.8
—	11.....	14.18	15.40	48.0	52.0	4.0
—	18.....	14.84	15.70	48.6	51.4	2.8
—	25.....	15.60	16.10	49.2	50.8	1.6
June	1.....	16.05	16.40	49.5	50.5	1.0
—	8.....	16.43	16.40	50.0	50.0	0
—	15.....	16.76	16.10	51.0	49.0	-2.0
—	22.....	16.74	16.35	50.6	49.4	-1.2

DATE.	AMERICAN.	EGYPTIAN.	O/O OF TWO PRICES.		DIFFERENCE IN FAVOUR OF EGYPTIAN.
			AMERICAN.	EGYPTIAN.	
	pence.	pence.			
June 29	16.67	16.20	50.8	49.2	-1.6
July 6	15.77	15.75	50.0	50.0	"
— 13	15.94	15.65	50.5	49.5	-1.0
— 20	15.64	15.65	50.0	50.0	"
— 27	14.57	15.50	48.5	51.5	3.0

To explain the table may be necessary in the first instance. Column one gives the date of the quoted prices; columns two and three the average prices of Fully Middling American and Fully Good Fair Sakellaridis at Liverpool on the same date, in pence per lb; columns four and five give the percentages of value of the two qualities taking the total of the prices of the two as one hundred, and column six gives the advantage in price of Egyptian over American on the same date, deduced by subtracting the percentage price of American from the percentage price of Egyptian. From this table it will be seen how the Egyptian price, which averaged 30 d. per lb at the commencement of the table, and had done so for some six weeks previously, compared with American on the same date at about 20.38 d., which showed an advantage in favour of Egyptian of 18.6 o/o in price. From this date however a very rapid increase in the value of Egyptian followed, which was due to two main causes: firstly the excessive demand by America of Egyptian cotton and secondly the speculation on the part of Egyptians in Egypt, followed by Americans in America and British in England, by which numbers of people bought Egyptian cotton at far above a price which could be maintained, and were consequently obliged to sell at a great loss, as the value fell towards the end of the year, and has remained more or less stationary ever since. Egyptian cotton during this period reached an average price of 99 d. per lb on the 17th February, and fell as low as 22 d. on the 31st December of the same year. The difference in price in favour of Egyptian cotton during this period in comparison with that of Fully Middling American rose as high as 51.6 per cent on the 23rd April and the 7th May, and fell as low as 35 per cent on the 24th December according to the table.

Owing to this great demand for Egyptian cotton coming so suddenly upon the market and causing so great a rise in its price, growers speculated in holding their produce back, and continued to hold for the next year for an anticipated rise in price which never came again. The particular consequence of this was that the crop figures were reduced and irregular, through non-delivery of cotton in Alexandria. It is only now that there has been a return to normal conditions, and cotton is sold practically as it is grown, or rather in the same year.

From January 1921 the price rose to 23 d. per lb, following an equivalent rise in the American product, and fluctuated during the year to as low as 13 d. on March 4th, and to as high as 28 3/4 d. on October 7th, when it remained above 22 d. for seven weeks. The highest point actually reached was on October 4th, when Egyptian cotton was quoted at 30 3/4 d. The difference between Egyptian and American, according to the dates given in the table, varied from 23 o/o on September 16th to 38.4 o/o on April 22nd.

In 1922 the price remained steady at 17 d. to 21 1/2 d., the latter maximum being reached on January 6th, and the minimum being recorded on September 29th. During this year there was a great appreciation in value for American cotton, the increase in price in this quality having little effect on Egyptian which actually declined from 30.6 o/o in favour on January 6th to 7.8 o/o in favour on the 29th December.

In 1923 American continued in better demand than even in 1922, and Egyptian declined further. The maximum price of 18 1/4 d. was reached on January 19th and 26th, and the minimum of 15 2/5 d. was registered on May 11th. The difference in favour of Egyptian on March 30th was 7.6 o/o, which was reduced to -2 o/o, or 2 o/o in favour of American on June 15th. In fact the situation in regard to American shorter-stapled cotton so much improved during recent months compared with that of the finer and longer stapled Egyptian, that while the latter declined slightly owing to the disappointment in the estimate, the former was in such demand that it reached 16 3/4 d. when Egyptian was quoted at 16 1/10 d.

There was at one time a hope that owing to shortage of crops in America the price of Egyptian as well as of American would improve, but the latest advices, although giving a fairly low estimate for the American crop, have not altered the position markedly.

The reason given for the appreciation of coarser grades of cotton is that the markets of the world are at present in greater need of the materials which they have been accustomed to buy cheaply, and which cannot be made from the long-stapled finer varieties such as Egyptian, Sea Island, etc., and until some arrangement is come to with regard to the continent of Europe, no hope is expressed of better prices coming into view for finer cotton. The Egyptian future market is rather more hopeful though, and Egyptian values for delivery in July next are about one penny better than spot prices in Liverpool, whereas American for the same periods are about twopence worse.

But apart from the rise in price of American cotton to a figure in excess of that paid for the finer and better grade Egyptian, the difference between the price of Fully Good Fair Sakellaridis and Egyptian Uppers, or Ashmouni, seems to be of much more importance. This is so small that cultivators in Lower Egypt are being induced to plant the better grades of Ashmouni type cotton, which are much more prolific than Sakellaridis. This at least is claimed for them, but whether they will show the same productive powers compared with Sakellaridis in Lower Egypt remains to be seen. Judging entirely on the Upper Egyptian basis, however, and making a calculation for production at the same rate in Lower Egypt, there is a distinct advantage in planting Ashmouni type cotton in preference to the short-yielding Sakellaridis, provided the prices remain as they are at present.

Taking the average yield per feddan for Lower Egypt, which is roughly equivalent to the Sakellaridis area, for five years and comparing it with that of Upper Egypt, which is nearly equivalent to the Ashmouni type area, for a similar period, we arrive at the following averages :

TABLE IV.

LOWER EGYPT.	UPPER EGYPT.
cantars per feddan.	cantars per feddan.
3.42	3.96
3.65	4.31
3.61	3.84
3.04	4.91
<u>13.27</u>	<u>17.02</u>

Lower Egypt average : 3.43.

Upper Egypt average : 4.26.

Now the average prices of Fully Good Fair Sakellaridis and Fully Good Fair Upper or Ashmouni, taken from quotations in Alexandria for one week in September 1923, the first for delivery in November and the second for delivery in October, are as follows :

TABLE V.

F. G. F. SAKELLARIDIS. DELIVERY NOVEMBER.	UPPER OR ASHMOUNI. DELIVERY OCTOBER.
dollars per cantar.	dollars per cantar.
35.30	32.15
35.00	31.25
35.00	31.25
33.70	29.35
33.10	28.50
33.50	29.15
205.60	181.65
Average Sakellaridis : 34.27.	Average Ashmouni : 30.27.

In order to show the advantage of growing Ashmouni type cotton, provided always the extra yield, which it has been shown occurs with this variety in cultivation in Upper Egypt, is assured, one has only to multiply out :

Average Sakellaridis . . 3.43 cantars per feddan by dollars 34.27 = dollars 117.55
 Average Ashmouni . . . 4.26 — — dollars 30.37 = dollars 127.95

showing a profit in favour of the latter variety of dollars 10.4 per feddan. The only doubt in the matter is whether the average yield can be transferred from Upper to Lower Egypt in the present state of boll-worm attack. The advocates of the substitution claim a higher yield in Lower Egypt for some of the varieties they propose to substitute.

The prices quoted are for brown Ashmouni type, but there are other varieties which have all the qualities of Ashmouni but with a whiter lint, and it is those that the cultivator in Lower Egypt is substituting in place of Sakellaridis. Some of these varieties fetch a slightly higher price than the brown Ashmouni and are reputed to yield better results in cultivation in Upper Egypt.

To give an example of the way in which one of these varieties has worked its way into Upper Egypt we have only to glance at the figures given below, which show the distribution of planting by varieties during the past four years. The percentages are not given for the varieties Abassi and Jannovitch, amounting to from .1 to .4 o/o and being entirely planted in Lower Egypt, but as in each year there has been a small amount of Sakellaridis planted in Upper Egypt, I have omitted these figures to show how near the totals come to the actual areas planted in Upper and Lower Egypt :

TABLE VI.

VARIETIES.	1919-1920.	1920-1921.	1921-1922.	1922-1923.
	<i>o/o feddans.</i>	<i>o/o feddans.</i>	<i>o/o feddans.</i>	<i>o/o feddans.</i>
Mit Afifi.....	2.2	2.4	0.5	0.4
Nubari.....	1.5	2.0	0.6	0.6
Aseil Afifi.....	1.3	1.6	0.4	0.4
Sakellaridis.....	72.8 L. E.	70.0 L. E.	77.0 L. E.	75.4 L. E.
	77.8 77.4	76.0 75.4	78.5 78.3	76.8 76.5
Ashmouni.....	21.2	15.5	13.2	15.3
Zagora.....	8	4.5	7.1	7.0
Various.....	0.6 U. E.	3.9 U. E.	0.8 U. E.	0.5 U. E.
	21.8 22.6	23.9 24.6	21.1 21.7	22.8 23.5

It will be noticed that Zagora was largely substituted for Ashmouni in Upper Egypt, so much so that in 1920-1921 it occupied 4.5 per cent of the total planted in Egypt. In this same year the figure 3.9 shown under 'Various' was chiefly new types of cotton of similar quality. In 1921-1922 Zagora claimed a position in which it was prominently represented in Upper Egypt, occupying 7.1 o/o of the total planted in Egypt. For 1922-1923 it still held a high position, and for the present year it or its equivalent is said to have entered cultivation in Lower Egypt to take the place of Sakellaridis.

The fear is that Ashmouni and its allied shorter-stapled cottons will altogether oust Sakellaridis from cultivation, or will so far contaminate it,

by admixture in the ginneries, as to render it less certain in its quality than hitherto. It would be a great pity if this happened, and that the market for Egyptian type fine cotton should be lost. South American types of Mit Afifi and Tanguis appear to be improving in their quality, and it may be that buyers will be attracted to these to replace some of the qualities which Egypt loses.

G. C. DUDGEON.

DOCUMENTS ET STATISTIQUES.

LISTE

DES OUVRAGES ET PÉRIODIQUES

REÇUS DU 1^{ER} FÉVRIER AU 31 OCTOBRE 1923.

I. — PUBLICATIONS OFFICIELLES ET AUTRES

CONCERNANT L'ÉGYPTE ET LE SOUDAN.

CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

POSITION.

BIBLIOGRAPHIE :

Catalogue of Publications in Store for the year 1922. Imprimerie nationale. 250 4/E

BOURSE :

E. CARAMANO. *Commentaires et suggestions pour servir au remaniement des règlements de la Bourse des Marchandises à terme (1922)* 1765 10/D

E. CARAMANO. *Essai sur l'utilité de la création d'un Clearing House d'Alexandrie (Chambre de Compensation) (1923)* . . . 1755 10/D

DIVERS :

CAISSE DE LA DETTE PUBLIQUE. *Compte rendu des travaux de la Commission de la Dette publique d'Égypte pendant l'exercice 1922-1923* 83 8/B

PHYSICAL DEPARTMENT. *Climatological Normals for Egypt and the Sudan, Candia, Cyprus and Abyssinia (1922)* 1758 10/D

PHYSICAL DEPARTMENT. *Meteorological Report for the year 1918*. 1537 8/D

PHYSICAL DEPARTMENT. *Report on the work of the Physical Department for the year ending March 31, 1922* 1669 8/C

DROIT :

GEORGES et ELIAS ROUFAÏL AYACHI. <i>Sommaire alphabétique des décisions prises en matière criminelle, civile et commerciale par les Tribunaux indigènes</i> , 1900 à 1920 (en arabe)	1751	10/D
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. <i>Législation agricole et vétérinaire</i>	370	8/B

ÉCONOMIE POLITIQUE :

Le comte CRESSATY. <i>L'Égypte d'aujourd'hui : son agriculture, son état économique et politique, ses ressources financières, sa fortune immobilière et sa dette hypothécaire</i> (1912)	1770	10/D
--	------	------

FINANCES :

ÉD. PAPASIAN. <i>L'Égypte économique et financière</i> , 1922-1923 (1923)	1772	10/D
---	------	------

GÉOGRAPHIE :

Mémoires de la Société royale de Géographie d'Égypte, t. IV. <i>Le Désert oriental égyptien. Du Nil à la mer Rouge</i> , par M. JEAN RAIMONDI (1923)	1771	5/A
--	------	-----

HISTOIRE :

JACOB MANN, M. A., D. L. ⁿ . <i>The Jews in Egypt and in Palestine under the Fatimid Caliphs</i> (1920)	1761	10/D
W. W. LORING. <i>A Confederate Soldier in Egypt</i> (1884), don de M. J. R. ROUSSE	1764	10/D

HYGIÈNE :

DEPARTMENT OF PUBLIC HEALTH. <i>Plague in Egypt during the year 1922</i>	38	8/A
--	----	-----

STATISTIQUE :

DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT. <i>Annuaire statistique de l'Égypte</i> , 1921-1922	14	10/F
---	----	------

	POSITION.	
DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT. <i>Annual return of shipping, cargo and passengers Traffic of the Ports of Egypt, and the number of Transits of the Suez Canal during the year 1922</i>	21	8/A
STATISTICAL DEPARTMENT. <i>Census of Schools in Egypt. School year 1921-1922</i>	25	8/A
MINISTÈRE DE LA JUSTICE. <i>Statistique des juridictions égyptiennes, indigènes, chariehs et mixtes (année judiciaire 1921-1922)</i> . 1426	8/A	

II. — RELEVÉS ET RAPPORTS OFFICIELS.

CLASSEMENT PAR PAYS.

Allemagne.

<i>Germany's Economic and Financial situation. An Exhibit of After-Effects of the World-War. Statistisches Reichsamt</i>	1768	10/D
--	------	------

Australie.

Commonwealth of Australia :

<i>Official Year-Book for the year 1922</i>	795	6/B
---	-----	-----

New South Wales :

<i>Statistical Register for 1921-1922. Parts I-X</i>	852	6/F
--	-----	-----

Queensland :

<i>A. B. C. of Queensland Statistics for the year 1922</i>	816	6/C
<i>Statistics of the State of Queensland (année 1921)</i>	789	6/A

Western Australia :

<i>Statistical Abstract (January-June 1923)</i>	799	6/C
<i>Statistical Register for 1922-1923. Parts I-IV</i>	798	6/B

Autriche.

<i>Statistisches Handbuch für die Republik Österreich III. Jahrgang</i> (année 1923).....	1556	6/E
---	------	-----

Belgique.

<i>Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers</i> (année 1921).....	850	6/F
---	-----	-----

Danemark.

<i>Annuaire statistique</i> , année 1923.....	405	2/G
---	-----	-----

États-Unis d'Amérique.

UNIVERSITY OF ILLINOIS STUDIES IN THE SOCIAL SCIENCES. <i>A Study of Monarchical tendencies in the United States from 1776 to 1801</i>	1747	10/A
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Causes and Prevention of Accidents in the Iron and Steel Industry, 1910-1919</i>	1745	1/E
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Consumers' Cooperative Societies in the United States in 1920</i>	1749	1/E
BUREAU OF FOREIGN AND DOMESTIC COMMERCE. <i>Foreign Commerce and Navigation of the United States for the Calendar year 1921</i>	195	1/B
UNIVERSITY OF ILLINOIS STUDIES IN THE SOCIAL SCIENCES. <i>Open Prices Associations</i>	1767	10/A
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Proceedings of the Eighth Annual Meeting of the International Association of Industrial Accident Boards and Commissions held at Chicago on September 19-23, 1921</i>	1743	1/E
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Proceedings of the Ninth Annual Meeting of the International Association of Industrial Accident Boards and Commissions held at Baltimore, Maryland on October 9-13, 1922</i>	1766	1/E
BUREAU OF FOREIGN AND DOMESTIC COMMERCE. <i>Statistical Abstract of the United States for the year 1921</i>	278	1/E

POSITION.

UNIVERSITY OF ILLINOIS STUDIES IN THE SOCIAL SCIENCES. *The*

<i>Economic Policies of Richelieu</i>	1746	10/A
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Wholesale Prices 1890 to 1920</i>	1744	1/E
BUREAU OF LABOR STATISTICS. <i>Wholesale Prices 1890 to 1921</i>	1748	1/E

Finlande.

<i>Annuaire statistique de Finlande</i> (année 1922).....	440	2/E
---	-----	-----

France.

<i>Annuaire statistique de la ville de Paris</i> (année 1919).....	888	7/E
--	-----	-----

Grèce.

<i>Population du Royaume de Grèce d'après le recensement du 19 décembre 1920</i>	1756	10/D
<i>Statistique annuelle du rendement agricole</i> (1920).....	1447	2/F
<i>Statistique du Commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers</i> (année 1919), t. I.....	465	2/F
<i>Statistique de l'Enseignement commercial public en Grèce pendant les années 1910-1911 — 1920/1921</i>	1769	10/D
<i>Tableaux statistiques du mouvement minier de la Grèce pendant l'année 1921</i>	1590	2/F

Grande-Bretagne.

THE LONDON SCHOOL OF ECONOMICS AND POLITICAL SCIENCE. <i>Calendar for Twenty-Ninth Session 1923-1924</i>	1713	10/D
--	------	------

Japon.

<i>Résumé statistique de l'Empire du Japon</i> (année 1922).....	872	7/A
<i>Résumé statistique du mouvement de la population</i> (années 1920 et 1921).....	868	7/A

Pays-Bas.

<i>Annuaire statistique du Royaume des Pays-Bas (Métropole)</i> (année 1921).....	438	2/E
---	-----	-----

POSITION.

<i>Annuaire statistique du Royaume des Pays-Bas (les Colonies)</i> (année 1931).....	439	2/E
---	-----	-----

Roumanie.

<i>Annuaire statistique de la Roumanie</i> (année 1922).....	778	5/F
<i>Statistique minière de la Roumanie</i> (années 1921 et 1922)...	1519	5/B
<i>Statistique des prix</i> (année 1922).....	1711	10/D
<i>Statistique des Professions d'après le recensement de la population</i> du 1 ^{er} janvier 1913.....	1757	10/D
<i>Statistique des Sociétés par actions</i> (année 1922).....	1673	5/B

Suède.

<i>Annuaire statistique de la Suède</i> (année 1923).....	447	2/F
<i>Folkmängden inom administrativa Områden Den 31 December</i> 1922.....	450	2/F

III. — OUVRAGES SPÉCIAUX ET GÉNÉRAUX.

CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

BIBLIOGRAPHIE :

<i>Catalogue du Livre français. Littérature française XVIII^e, XIX^e et</i> <i>XX^e siècles. Office pour la Propagation du Livre français.</i>	1762	4/E
---	------	-----

DIVERS :

J. W. F. ROWE. <i>Wages in the Coal Industry</i> (1923).....	1750	10/D
--	------	------

DROIT :

D ^r H. VIOLE et R. WIBAUX. <i>Manuel de Législation sanitaire</i> <i>française (à l'usage des inspecteurs départementaux d'hygiène,</i> <i>des directeurs de Bureaux d'hygiène, des médecins sanitaires</i> <i>maritimes, des délégués sanitaires et des médecins des épidé-</i> <i>mies) (1923).....</i>	1763	10/D
--	------	------

POSITION.

ÉCONOMIE POLITIQUE :

GIORGIO MORTARA. <i>Prospettive economiche</i> (année 1923).....	1674	10/C
HUGH DALTON. <i>Principles of Public Finance</i> (1923).....	1759	10/D
ROBERT MACGREGOR DAWSON. <i>The Principle of Official Independence with particular reference to the Political History of Canada</i> (1922).....	1760	10/D

TRAVAIL :

ÉTIENNE ANTONELLI. <i>Les Actions de Travail dans les Sociétés anonymes à participation ouvrière</i> (1912).....	1742	11/C
--	------	------

IV. — PÉRIODIQUES ÉGYPTIENS ET ÉTRANGERS.

CLASSEMENT PAR MATIÈRES.

AGRICULTURE :

<i>Bulletin agricole</i> (المجلة الزراعية المصرية), le Caire (janvier à octobre 1923). Ministère de l'Agriculture.....	1751	10/D
<i>Bulletin de l'Union des Agriculteurs d'Égypte</i> , le Caire (janvier à septembre 1923).....	172	8/D
<i>Revue internationale des renseignements agricoles</i> , Rome (janvier à septembre 1923). Institut international d'Agriculture.	1753	10/D

BIBLIOGRAPHIE :

<i>Bulletin of the British Library of Political Science</i> , Londres (janvier à août 1923).....	1444	4/E
<i>King's Monthly list</i> , Londres (janvier à août 1923).....	251	4/E
<i>Revue bibliographique</i> , Paris (janvier à août 1923).....	241	4/E

COMMERCE :

<i>Bollettino Ufficiale del Ministero per l'Industria e il Commercio</i> , Rome (février à juillet 1923). Ministero per l'Industria e il Commercio.....	1653	10/B
---	------	------

	POSITION.	
<i>Bulletin commercial</i> , Alexandrie (février à octobre 1923)...	182	8/F
<i>Bulletin de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie</i> (bulletins n ^{os} 284 et 285).....	170	8/E
<i>Bulletin de la Chambre de Commerce française du Caire</i> (4 ^e trimestre 1922 et 1 ^{er} et 2 ^e trimestres 1923).....	177	8/B
<i>Bulletin de la Chambre de Commerce hellénique d'Alexandrie</i> (janvier à septembre 1923).....	1086	8/E
<i>Bulletin mensuel du Commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers</i> , Athènes (juillet à décembre 1922 et janvier à avril 1923). Direction de la Statistique.....	1445	2/F
<i>Bulletin du mouvement des Titres dans la Bourse d'Athènes</i> (septembre à décembre 1922 et janvier et février 1923). Direction de la Statistique.....	1446	2/F
<i>Monthly Journal of the British Chamber of Commerce of Egypt</i> , Alexandrie (février 1923).....	100	8/C
<i>Monthly Report issued by the Commercial Intelligence Board (Sudan Government)</i> , Khartoum (janvier à août 1923)..	1044	1/A
<i>Monthly Summary of the foreign Trade of Egypt</i> , le Caire (décembre 1922 et janvier à juillet 1923). Direction générale des Douanes égyptiennes.....	99	8/C
<i>Monthly Statistical return of the Sudan Customs</i> , Port-Soudan (décembre 1922 et janvier à mai 1923).....	1046	1/A
<i>Shipping, cargo and passengers Traffic of the Ports of Egypt, and the number of Transits of the Suez Canal during the 4th quarter 1922 and 1st and 2nd quarters 1923</i> . Administration des Ports et Phares.....	21	8/A
<i>Monthly Summary of the foreign Commerce of the United States</i> , Washington (janvier et février 1923).....	229	1/F

DIVERS :

<i>Al Hilâl</i> (الهلل), le Caire (novembre à décembre 1922 et mars à juillet 1923).....	80	8/B
<i>Bollettino Ufficiale</i> (décembre 1922 et janvier à juin 1923). Ministère des Colonies, Italie.....	1391	2/B

POSITION.

<i>Journal officiel du Gouvernement égyptien</i> , le Caire (février à octobre 1923).....	922	—
<i>La Revue de Paris</i> , Paris (février à septembre 1923).....	1078	10/C
<i>La Revue hebdomadaire</i> , Paris (février à septembre 1923)..<	1715	10/E
<i>La Revue mondiale</i> , Paris (février à septembre 1923).....	1714	10/E
<i>L'Égypte nouvelle</i> , le Caire (février à octobre 1923).....	1708	10/E
<i>L'Universo</i> , Florence (décembre 1922 et janvier à août 1923).		
Istituto Geografico Militare.....	1668	10/E
<i>Mercure de France</i> , Paris (février à septembre 1923).....	1030	11/F
<i>Revue des Deux Mondes</i> , Paris (février à septembre 1923)..<	1165	11/E
<i>Revue de l'Enseignement français hors de France</i> , Paris (février et mars 1923).....	1530	4/E
<i>Sudan Government Gazette</i> , Khartoum (février à septembre 1923).....	1060	1/A
<i>System</i> , Londres (février à septembre 1923).....	1191	11/B
<i>The Near-East</i> , Londres (février à octobre 1923).....	787	2/A
<i>United Empire</i> , Londres (février à septembre 1923).....	1383	5/C

DROIT ET JURISPRUDENCE :

<i>Bulletin officiel des Tribunaux indigènes</i> , le Caire (bulletins n ^{os} 9-10, 1922, et 1-4, 1923).....	168	5/A
<i>Gazette des Tribunaux mixtes d'Égypte</i> , Alexandrie (février à septembre 1923).....	176	8/E
<i>Journal des Tribunaux mixtes</i> , Alexandrie (février à octobre 1923).....	1637	8/E
<i>Journal du Droit international</i> (CLUNET), Paris (novembre et décembre 1922 et janvier à avril 1923).....	1041	6/D
<i>Revue pénitentiaire et de Droit pénal</i> , Paris (avril à juin 1923).	915	7/C
<i>Revue trimestrielle de Droit civil</i> , Paris (janvier à septembre 1923).....	1087	2/C
<i>Rivista di Diritto agrario</i> , Florence (janvier à septembre 1923).	1535	10/E
<i>Studio di Diritto industriale</i> , Rome (1 ^{er} trimestre 1923). Società italiana per gli studi di Diritto industriale.....	1572	6/E

<i>The Journal of comparative Legislation and International Law</i> , Londres (janvier à août 1923). The Society of Compa- rative Legislation.....	1548	2/C
--	------	-----

ÉCONOMIE POLITIQUE :

<i>Bollettino di notizie economiche</i> , Rome (janvier à août 1923). Confederazione generale dell'Industria italiana, sezione eco- nomica.....	1654	10/B
<i>Economica</i> , Londres (novembre et décembre 1922 et janvier à juin 1923).....	1561	6/E
<i>The Economic Journal</i> , Londres (janvier à septembre 1923). <i>Giornale degli economisti e rivista di statistica</i> , Rome (janvier à septembre 1923).....	361	4/F
<i>L'Économiste français</i> , Paris (février à septembre 1923)....	1352	6/D
<i>Le Journal des Économistes</i> , Paris (février à juillet 1923)....	1074	2/A
<i>Revue Économique internationale</i> , Bruxelles (février à septem- bre 1923).....	357	11/D
<i>Revue internationale des Institutions économiques et sociales</i> , Rome (janvier à septembre 1923). Institut international d'Agri- culture.....	1500	7/D
<i>The Journal of political Economy</i> , Chicago (janvier à août 1923). Université de Chicago.....	1752	10/D
	353	1/C

HYGIÈNE PUBLIQUE :

<i>Weekly return of births, deaths and infectious diseases</i> , le Caire (janvier à septembre 1923). Département de la Statis- tique générale de l'État.....	174	8/F
---	-----	-----

SCIENCES :

<i>Scientia</i> , Bologne (février à octobre 1923).....	916	5/D
---	-----	-----

SOCIOLOGIE :

<i>Le Musée social</i> , Paris (février à août 1923).....	901	11/B
<i>Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie</i> , Rome (février à septembre 1923).....	721	4/D

POSITION.

STATISTIQUE :

<i>Bulletin statistique de la Roumanie</i> , Bucarest (janvier à juin 1923).....	747	5/B
<i>Bulletin de Statistique agricole et commerciale</i> , Rome (février à août 1923). Institut international d'Agriculture.....	469	10/B
<i>Bulletin trimestriel de statistique des prix moyens des principaux articles alimentaires de Grèce</i> , Athènes (2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trimestres 1922).....	1491	2/F
<i>Journal de la Société de Statistique de Paris</i> (février à octobre 1923).....	893	7/C
<i>Mitteilungen der Statistischen Zentralkommission</i> , Vienne (bulletins n ^{os} 1-4, 1923).....	1594	6/E
<i>Journal of the Royal Statistical Society</i> , Londres (janvier à juillet 1923).....	717	4/B
<i>Monthly Agricultural Statistics</i> , le Caire (janvier à juillet 1923). Département de la Statistique générale de l'État.	175	8/F
<i>Revue mensuelle du Bureau central de Statistique des Pays-Bas</i> , La Haye (janvier à août 1923).....	817	6/D

TRAVAIL :

<i>The Labour Gazette</i> , Londres (février à septembre 1923)...	720	4/A
---	-----	-----

SITUATION MENSUELLE DE LA NATIONAL BANK OF EGYPT.

JANVIER-JUIN 1923.

	ACTIF.					
	MOIS.					
	JANVIER.	FÉVRIER.	MARS.	AVRIL.	MAI.	JUIN.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Titres d'État et titres garantis par le Gouvernement égyptien.....	11.302.076	11.762.961	12.321.858	12.999.713	14.625.283	15.913.477
Titres divers.....	241.279	241.191	240.898	185.639	184.730	184.218
Avances sur marchandises.....	2.135.378	1.922.535	1.760.782	1.606.529	1.156.150	1.632.063
Avances sur titres.....	2.084.519	2.228.487	2.259.663	2.248.813	1.957.477	1.932.790
Avances sur d'autres garanties.....	362.234	358.082	355.904	365.489	291.763	338.223
Autres avances.....	370.451	752.498	766.163	864.768	916.812	1.149.722
Effets sur l'étranger.....	6.423.212	5.578.283	4.866.697	3.457.167	2.498.733	1.586.731
Effets sur l'Égypte.....	173.906	155.852	230.400	234.354	244.934	260.911
Immeubles et mobilier.....	285.277	282.147	295.116	294.435	294.515	298.286
Placements à courte échéance.....	1.170.000	1.155.375	1.189.500	1.447.875	1.365.000	1.082.250
Comptes banques.....	924.700	881.371	854.622	970.133	812.863	863.627
Gouvernement égyptien.....	"	"	"	"	"	"
Gouvernement du Soudan.....	"	"	"	"	"	"
Comptes divers.....	58.238	70.157	127.412	132.502	216.263	222.681
Encaisse :						
Or.....	27.750	21.179	23.295	22.641	19.280	24.501
Argent et nickel.....	327.360	349.082	320.015	471.028	528.822	528.822
Billets de banque.....						

	JANVIER.	FÉVRIER.	MARS.	AVRIL.	MAI.	JUN.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Capital 300.000 actions de £ 10 chacune entièrement libérées	2.925.000	2.925.000	2.925.000	2.925.000	2.925.000	2.925.000
Fonds de réserve :						
Réserve statutaire	1.462.500	1.462.500	1.462.500	1.462.500	1.462.500	1.462.500
Fonds de prévoyance	731.250	731.250	731.250	731.250	731.250	731.250
Comptes courants, dépôts et autres	11.079.964	10.949.607	10.505.094	10.612.852	10.545.064	10.719.677
Tribunaux mixtes	1.357.736	1.332.846	1.433.210	1.444.547	1.410.403	1.373.515
Gouvernement égyptien	8.064.266	8.203.662	8.327.801	7.889.126	7.825.295	7.576.018
Gouvernement du Soudan	59.456	153.755	196.929	223.337	259.981	280.263
Comptes bancaires	619.557	325.792	413.788	265.679	372.789	520.550
Chèques et effets à payer	224.492	213.766	253.158	255.679	254.523	300.743
Comptes divers	579.693	616.515	525.965	508.914	528.265	658.998
TOTAUX	27.083.894	26.914.653	26.774.695	26.340.255	26.315.072	26.548.514
SERVICE D'ÉMISSION DES BILLETS DE BANQUE.						
	ACTIF.					
Or	3.339.573	3.339.573	3.339.573	3.339.573	3.339.573	3.339.573
Bons du Trésor du Gov. britannique (1).	22.660.427	12.860.427	12.010.427	11.566.427	10.910.427	10.110.427
Titres du Gov. égypt. et titres						
garantis par le Gov. égypt..	420.853	420.853	420.853	420.853	420.853	420.853
Bons du Trésor et National War						
Bonds du Gov. britannique.	15.579.127	15.179.127	14.929.127	14.679.127	13.829.127	13.029.150
TOTAUX	32.000.000	31.200.000	30.700.000	29.800.000	28.500.000	26.900.000
	PASSIF.					
Billets émis	32.000.000	31.200.000	30.700.000	29.800.000	28.500.000	26.900.000
TOTAUX	32.000.000	31.200.000	30.700.000	29.800.000	28.500.000	26.900.000

(1) Par autorisation du Gouvernement égyptien, les bons du Trésor du Gouvernement britannique tiennent lieu d'or (voir *Journal officiel* du 30 octobre 1916, n° 23).

SITUATION MENSUELLE DES PRÊTS DE L'AGRICULTURAL BANK OF EGYPT.

JANVIER-AOÛT 1920-1923.

	JANVIER.		FÉVRIER.		MARS.		AVRIL.		MAY.		JUIN.		JUILLET.		AOÛT.	
	L. E.		L. E.		L. E.		L. E.		L. E.		L. E.		L. E.		L. E.	
Prêts existants :																
Prêts à court terme sur signature.....	1920.....	1.673	1.903	3.393	4.411	7.128	8.240	10.795	13.424							
	1921 (1)...	20.286	32.582	46.488	56.440	59.579	59.869	57.026	100.772							
	1922 (1)...	19.886	20.512	21.766	22.992	24.711	8.039	8.338	9.195							
	1923 (1)...	70.962	71.399	68.383	61.835	53.960	39.463	32.822	28.099							
Prêts hypothécaires...	1920.....	3.480.679	3.483.039	3.474.618	3.474.682	3.463.327	3.476.340	3.468.490	3.469.904							
	1921.....	3.265.327	3.277.844	3.310.497	3.374.460	3.428.265	3.476.521	3.500.628	3.527.894							
	1922.....	3.312.268	3.323.658	3.332.090	3.334.681	3.350.050	3.344.224	3.338.654	3.339.765							
	1923.....	3.062.286	3.071.378	3.081.361	3.087.555	3.092.034	3.091.585	3.087.821	3.089.507							
TOTALS....	1920.....	3.482.352	3.485.002	3.478.013	3.479.093	3.470.455	3.484.580	3.479.285	3.483.328							
	1921.....	3.265.613	3.310.426	3.356.985	3.430.900	3.487.844	3.536.390	3.557.654	3.628.666							
	1922.....	3.332.148	3.344.170	3.353.856	3.357.673	3.364.761	3.352.263	3.347.492	3.348.960							
	1923.....	3.133.248	3.142.707	3.149.744	3.149.390	3.145.994	3.131.068	3.120.633	3.117.606							
Échéances :																
Dues.....	1920.....	590.920	"	"	1.432	6.728	9.994	24.976	24.976							
	1921.....	572.725	"	"	1.363	6.212	9.286	25.557	25.557							
	1922.....	654.715	"	"	909	6.040	8.846	24.990	24.990							
	1923.....	585.781	"	"	1.236	5.507	8.162	23.595	23.595							
1920.....	"	"	565.822	"	"	"	"	"	"							

Perceptions :

Arriérés au 31 janv...

Restant

Perçu.....

Échéances :

Perçu.....

Total perçu sur annu-
tés échues

1923.....	585.781	572.594	572.975	574.423	575.437	576.078	579.463	579.319
1920.....	151.326	83.724	83.724	83.724	83.724	83.724	83.724	83.724
1921.....	83.724	172.760	172.760	172.760	172.760	172.760	172.760	172.760
1922.....	172.760	223.988	223.988	223.988	223.988	223.988	223.988	223.988
1923.....	223.988	229.203	229.203	229.203	229.203	229.203	229.203	229.203
1920.....	44.970	76.451	64.253	60.496	57.533	55.583	52.650	50.949
1921.....	34.792	169.011	163.980	158.082	152.034	146.754	140.730	136.618
1922.....	51.655	206.875	187.067	176.644	167.986	159.299	152.923	150.204
1923.....	46.918	215.411	197.837	187.168	180.861	172.668	167.852	162.481
1920.....	106.347	7.273	19.471	22.728	26.191	28.141	31.074	32.775
1921.....	48.932	3.749	8.780	14.678	20.726	26.006	32.030	36.112
1922.....	121.105	17.113	36.921	47.344	56.002	64.689	71.065	73.784
1923.....	177.070	13.792	31.366	42.635	48.342	56.535	61.351	66.722
1920.....	552.175	"	"	202	3.881	6.943	12.713	15.912
1921.....	434.757	"	"	356	3.228	4.824	10.120	14.324
1922.....	482.484	"	"	584	2.753	4.749	8.759	12.433
1923.....	403.495	"	"	527	2.317	3.486	5.896	8.906
1920.....	658.522	7.273	19.471	22.728	26.191	28.141	31.074	32.775
1921.....	483.689	3.749	8.780	14.678	20.726	26.006	32.030	36.112
1922.....	603.589	17.113	36.921	47.344	56.002	64.689	71.065	73.784
1923.....	580.565	13.792	31.366	42.635	48.342	56.535	61.351	66.722

(1) Y compris les prêts spéciaux garantis par le Gouvernement égyptien.

RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'

PAR PAYS DE PROV

(Valeu

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION.	IMPORTATION.				
	TOTAL.		MARCHANDISES.		TAR
	1922.	1923.	1922.	1923.	
Abyssinie.....	13.102	7.871	13.102	7.858	"
Allemagne.....	143.776	237.759	143.766	237.710	10
Angleterre.....	1.020.542	903.439	1.006.114	894.657	14.428
Possessions angl. de la Méditerranée	18.292	17.565	18.059	17.489	233
— — en Afrique.....	15.433	4.612	15.433	4.612	"
— — en Extrême Orient	53.718	51.103	53.718	51.103	"
Arabie.....	11.875	16.232	11.875	16.232	"
Australie et Nouvelle-Zélande.....	93.963	82.162	93.963	82.162	"
Autriche.....	39.524	35.175	39.524	35.175	"
Belgique.....	81.982	89.221	81.807	89.221	175
Brésil.....	13.840	20.099	13.840	20.099	"
Canada.....	4.192	3.218	4.192	3.218	"
Chili.....	136.757	337.372	136.757	337.372	"
Chine.....	61.539	49.643	40.886	14.361	20.653
Erythrée.....	1.842	1.865	1.842	1.865	"
Espagne.....	4.731	9.133	4.728	9.133	3
Etats-Unis d'Amérique.....	77.415	100.601	76.943	100.335	472
France.....	273.025	264.123	273.025	263.823	3
Possessions franç. de la Méditerranée	7.690	9.829	7.678	9.817	12
Grèce.....	104.279	93.494	51.910	50.779	52.369
Hollande.....	32.755	30.007	32.743	29.966	12
Indes anglaises.....	105.212	166.488	99.065	161.608	6.147
Italie.....	188.686	304.607	187.787	303.062	899
Japon.....	43.083	58.130	41.491	43.684	1.592
Maroc.....	415	1.253	415	1.253	"
Norvège.....	2.398	10.773	2.398	10.773	"
Palestine.....	71.899	86.087	71.899	86.087	"
Persé.....	31.016	28.567	27.786	25.348	3.230
Russie.....	20.512	13.733	616	"	19.896
Suède.....	47.051	58.969	47.051	58.969	"
Suisse.....	45.365	39.809	45.004	39.491	361
Syrie.....	74.067	71.759	73.577	70.517	1.390
Tripoli.....	6.765	8.092	6.757	8.686	8
Turquie.....	90.552	89.565	74.496	81.005	16.056
Tongo-Slavie.....	16.204	17.482	16.204	17.482	"
Autres pays d'Amérique.....	210	435	100	246	110
Autres pays de l'Extrême Orient.....	9.699	53.258	9.694	53.258	5
Autres pays.....	174.550	309.823	169.468	307.024	5.082
VALEUR TOTALE.....	3.138.856	3.683.953	2.995.720	3.545.471	143.136 13

T LE MOIS D'AOUT 1922 ET 1923

DESTINATION.

6.)

EXPORTATION.						RÉEXPORTATION.		TRANSIT.	
TOTAL.	MARCHANDISES.			CIGARETTES.					
	1922.	1923.		1922.	1923.	1922.	1923.	1922.	1923.
55	130	245	127	"	3	728	1.154	"	"
28	213.100	148.615	212.839	13	261	12.609	6.296	"	"
10	536.320	1.154.463	532.664	3.007	3.656	12.023	11.558	111.351	79.959
10	3.646	3.631	3.632	179	14	5.581	5.165	"	"
55	1.292	200	538	65	754	159	469	"	"
34	4.128	888	1.358	2.146	2.770	161	103	"	"
20	6.654	4.120	6.327	2.000	327	2.177	2.852	"	"
08	180	222	102	186	78	1.406	101	"	"
24	5.740	1.383	5.726	41	14	342	595	"	"
35	1.787	12.620	1.712	415	75	1.000	569	"	"
22	22	2	22	20	"	"	"	"	"
57	98	7	3	150	95	10	3	"	"
70	"	70	"	"	"	"	"	"	"
76	1.664	30	66	946	1.598	21	86	"	"
03	281	203	281	"	"	11	39	"	"
97	51.064	62.413	50.994	584	70	14	31	"	"
00	134.363	265.876	133.687	224	676	4.135	2.113	18.125	5.162
93	300.341	268.214	299.524	779	817	4.458	4.343	"	"
57	1.075	808	1.071	49	4	286	163	"	"
88	15.252	18.286	15.227	2	25	3.650	4.432	"	"
62	18.250	1.409	14.980	1.953	3.270	275	212	"	"
57	8.415	2.874	8.128	683	287	499	2.169	"	"
549	163.623	228.742	163.475	1.807	148	3.849	2.935	"	"
173	38	35.169	2	4	36	3	224	"	"
180	18.098	5.176	18.093	4	5	20	1	"	"
515	48	10	10	605	38	12	"	"	"
264	26.990	33.310	23.614	18.954	3.376	26.367	15.509	"	"
61	1	10	1	51	"	451	643	6.792	62.325
4	33.113	4	33.113	"	"	4	1	"	"
45	107	8	100	37	7	"	37	"	"
498	73.225	84.716	72.042	2.782	1.183	805	717	"	"
667	21.338	21.397	21.338	9.270	"	21.728	16.863	"	"
715	3.124	2.715	3.124	"	"	1.756	4.046	"	"
377	23.574	13.371	22.311	6	1.263	2.920	7.712	"	"
282	1.293	1.282	1.271	"	22	18	9	"	"
395	178	17	14	378	164	6	24	"	"
273	8.722	693	951	6.580	7.771	28	4	"	"
451	99.371	80.394	98.867	1.057	504	21.935	30.604	195.882	210.859
510	1.776.645	2.433.463	1.747.334	55.047	29.311	129.447	121.782	332.150	358.305

RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'É

PAR PAYS DE PROV

(Valeu

PAYS DE PROVENANCE OU DE DESTINATION.	IMPORTATION.				
	TOTAL.		MARCHANDISES.		TABAC
	1922.	1923.	1922.	1923.	1922.
Abyssinie.....	50.189	63.403	50.189	63.390	"
Allemagne.....	1.804.172	1.823.634	1.803.758	1.823.058	414
Angleterre.....	9.538.039	9.163.933	9.485.538	9.095.209	52.501
Possessions angl. de la Méditerranée	158.757	165.742	157.170	165.041	1.587
— — en Afrique.....	54.421	45.357	54.412	45.357	9
— — en Extrême Orient	238.305	259.887	238.302	259.887	3
Arabie.....	93.670	97.529	93.670	97.529	"
Australie et Nouvelle-Zélande.....	568.172	941.113	568.027	941.089	145
Autriche.....	351.884	294.173	351.881	294.171	3
Belgique.....	923.546	976.538	922.938	976.501	608
Bésil.....	208.629	235.226	208.629	235.225	"
Canada.....	18.073	22.339	18.073	22.339	"
Chili.....	205.828	511.797	205.828	511.797	"
Chine.....	402.450	436.839	234.058	210.852	168.392
Erythrée.....	12.759	8.659	12.759	8.659	"
Espagne.....	79.855	101.062	79.794	101.057	61
Etats-Unis d'Amérique.....	1.134.147	1.166.135	1.130.443	1.163.989	3.704
France.....	2.655.566	2.300.490	2.655.147	2.299.874	419
Possessions franç. de la Méditerranée	56.950	54.899	56.528	54.509	422
Grèce.....	747.497	596.896	376.334	301.026	371.163
Hollande.....	251.371	263.473	250.629	263.375	742
Indes anglaises.....	739.116	1.126.139	697.446	1.085.233	41.670
Italie.....	1.875.916	2.347.141	1.867.115	2.332.247	8.801
Japon.....	335.414	426.848	330.664	365.014	4.750
Maroc.....	8.831	6.152	8.831	6.152	"
Norvège.....	68.751	79.113	68.751	79.113	"
Palestine.....	377.109	460.918	377.089	460.197	20
Perse.....	381.016	229.904	355.784	207.370	25.232
Russie.....	179.153	332.460	9.213	216.599	160.940
Suède.....	362.741	297.893	362.741	297.893	"
Suisse.....	338.344	376.380	335.730	374.559	2.614
Syrie.....	444.437	528.290	435.476	519.244	8.961
Tripoli.....	58.954	104.081	58.770	104.038	184
Turquie.....	582.588	433.327	443.912	357.364	140.676
Yougo-Slavie.....	138.712	94.892	138.712	94.892	"
Autres pays d'Amérique.....	3.918	48.544	1.148	46.825	2.770
Autres pays de l'Extrême Orient.....	146.906	411.598	146.868	411.598	38
Autres pays.....	1.464.785	1.336.345	1.411.493	1.317.727	53.292
VALEUR TOTALE.....	27.053.971	28.173.149	26.003.860	27.209.999	1.050.111

963

ANVIER AU 31 AOÛT 1922 ET 1923

ESTINATION.

EXPORTATION.					RÉEXPORTATION.		TRANSIT.	
TOTAL.	MARCHANDISES.		CIGARETTES.					
1923.	1922.	1923.	1922.	1923.	1922.	1923.	1922.	1923.
1.490	1.383	1.484	"	6	4.412	9.542	"	"
1.548.445	1.288.052	1.548.057	156	388	37.484	39.072	"	"
13.484.096	12.849.182	13.459.354	23.155	24.742	352.659	122.664	1.367.490	1.124.774
40.936	35.587	40.032	1.100	904	85.178	40.489	"	"
8.399	1.573	5.665	2.551	2.734	1.218	3.504	33.739	130
26.357	6.211	9.010	22.956	17.347	8.215	4.190	"	19.693
45.759	37.069	39.189	11.093	6.570	27.854	21.964	"	"
1.577	1.216	491	1.226	1.086	2.259	1.088	"	"
86.158	65.565	85.847	323	311	4.255	3.561	"	"
204.297	154.435	203.564	2.605	733	6.050	4.992	"	"
79	227	79	223	"	137	45	"	"
607	71	91	585	516	110	80	"	"
113	5	"	100	113	"	"	"	"
41.661	6.225	29.318	15.370	12.363	960	271	"	"
3.438	1.882	3.383	86	55	1.201	1.107	"	"
782.125	553.334	779.412	7.762	2.713	547	1.018	"	"
4.025.749	3.599.426	4.023.095	2.668	2.654	11.947	18.325	71.561	32.032
3.239.966	2.814.049	3.233.772	4.663	6.194	68.215	53.202	"	"
106.998	18.668	106.722	363	276	1.296	1.144	"	"
105.658	144.280	105.172	255	486	47.831	44.870	"	"
155.202	171.172	138.526	30.649	16.676	2.003	3.803	"	"
95.405	102.828	89.128	11.799	6.277	8.223	7.541	"	"
2.144.201	1.590.895	2.138.514	7.201	5.687	81.044	86.713	"	"
941.655	474.214	940.234	2.680	1.421	313	603	"	"
67.054	8.769	66.469	306	585	1.174	72	"	"
734	1.037	67	938	667	139	182	"	"
318.713	346.567	269.094	185.348	49.619	268.298	156.029	"	"
2.662	67	2.296	172	366	6.171	3.568	37.255	192.621
106.394	949	106.394	3	"	583.598	47	"	"
22.661	15.309	22.082	847	579	411	386	"	"
941.463	740.018	937.285	9.539	4.178	6.692	9.888	"	"
191.142	282.836	188.337	14.089	2.805	208.194	88.373	"	"
12.831	10.749	12.831	"	"	10.241	19.804	"	"
140.578	164.230	128.391	7.651	12.187	127.219	45.677	"	"
7.945	1.922	7.923	"	22	45	29	"	"
3.651	297	201	4.212	3.450	279	122	49.897	"
58.379	4.415	4.719	88.300	53.660	242	206	"	6.023
775.403	411.864	756.575	12.599	18.828	212.817	209.054	1.911.022	1.549.135
29.740.001	25.906.578	29.482.803	473.593	257.198	2.178.931	1.003.225	3.470.954	2.924.412

RÉSUMÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ÉGYPTE PAR CATÉGORIE

(DU 1^{er} JANVIER AU 31 AOÛT 1922 ET 1923).

CATÉGORIES.	PENDANT LE MOIS D'AOUT			DU 1 ^{er} JANVIER AU 31		
	1923.	1922.	DIFFÉRENCE entre 1923-1922.	1923.	1922.	DIFFÉRENCE entre 1923-1922.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
IMPORTATION.						
I. Animaux et produits alimentaires d'animaux	163.596	136.161	+ 27.435	961.300	1.050.568	- 89.268
II. Peaux et ouvrages en peau	40.516	38.940	+ 1.576	408.189	381.855	+ 26.334
III. Autres produits et débris d'animaux	5.167	5.134	+ 33	40.591	32.913	+ 7.678
IV. Céréales, farines et autres produits agricoles	331.510	293.303	+ 38.207	3.080.766	2.321.750	+ 759.016
V. Denrées coloniales et drogues	123.109	104.348	+ 18.761	977.378	769.890	+ 207.488
VI. Spiritueux, boissons, huiles	203.099	166.163	+ 36.936	1.885.140	1.811.137	+ 74.003
VII. Papier et imprimés	70.165	60.974	+ 9.191	604.111	616.048	- 11.937
VIII. Bois et charbons	411.755	349.451	+ 62.304	2.296.805	2.321.291	- 24.486
IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux	103.986	91.256	+ 12.730	815.784	861.138	- 45.354
X. Matières tinctoriales et couleurs	14.871	14.853	+ 18	197.937	295.017	- 97.080
XI. Produits chimiques, médicamenteux, et parfumerie	115.910	197.409	+ 181.499	1.587.555	1.520.996	+ 66.559
XII. Industrie textile	1.133.950	1.001.498	+ 132.452	9.718.905	9.404.067	+ 314.838
XIII. Métaux et ouvrages en métal	369.119	324.114	+ 45.005	3.515.503	3.497.113	+ 18.390
XIV. Articles divers	118.565	98.613	+ 19.952	986.935	1.055.697	- 68.762
Tabacs, tombacs et cigares	118.481	165.135	- 46.654	963.150	1.050.110	- 86.960
TOTAL du commerce spécial	3.683.953	3.138.856	+ 545.097	28.171.149	27.053.971	+ 1.117.178
Numéraire	155.478	8.011	+ 147.467	837.670	28.307	+ 809.363
TOTAL GÉNÉRAL	3.939.431	3.146.867	+ 792.564	29.008.819	27.082.278	+ 1.926.541
EXPORTATION.						
I. Animaux et produits alimentaires d'animaux	3.477	1.698	+ 1.779	401.369	381.051	+ 20.318
II. Peaux et ouvrages en peau	13.849	11.471	+ 2.378	161.657	171.767	- 10.110
III. Autres produits et débris d'animaux	4.811	4.056	+ 755	34.120	41.448	- 7.328
IV. Céréales, farines et autres produits agricoles	60.631	89.765	- 29.134	1.003.072	1.189.700	- 186.628
V. Graines de coton	11.167	137.107	- 125.940	1.748.999	1.561.957	+ 187.042
V. Sucres et denrées coloniales	115.331	30.516	+ 84.815	801.101	185.830	+ 615.271
VI. Spiritueux, boissons, huiles	18.953	78.133	- 59.180	401.746	160.910	+ 240.836
VII. Papier et imprimés	4.613	7.737	- 3.124	38.050	47.600	- 9.550
VIII. Bois, travaux en bois, coiffes, nattes, etc.	2.881	4.946	- 2.065	21.660	32.796	- 11.136
IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux	458	1.194	- 736	4.864	4.984	- 120
X. Matières tinctoriales et couleurs	2.903	5.631	- 2.728	16.117	34.367	- 18.250
XI. Produits chimiques, médicamenteux, et parfumerie	11.871	6.439	+ 5.432	113.591	96.317	+ 17.274
XII. Industrie textile	15.371	11.778	+ 3.593	181.631	154.867	+ 26.764
XIII. Coton	1.386.815	1.911.037	- 524.222	14.138.810	10.500.014	+ 3.638.796
XIII. Métaux et ouvrages en métal	19.751	5.755	+ 13.996	150.828	198.734	- 47.906
XIV. Articles divers	3.307	3.967	- 660	59.661	43.103	+ 16.558
Cigarettes	19.311	55.647	- 36.336	157.198	173.593	- 16.395
TOTAL du commerce spécial	1.776.645	2.488.510	- 711.865	29.740.001	26.380.171	+ 3.359.830
Numéraire	"	1.614	- 1.614	114.800	8.157	+ 106.643
TOTAL GÉNÉRAL	1.776.645	2.490.124	- 713.479	29.854.801	26.388.328	+ 3.466.473

RÉSUMÉ DU COMMERCE DE L'ÉGYPTÉ AVEC LE SOUDAN
PAR CATÉGORIES (DU 1^{er} JANVIER AU 31 AOÛT 1922 ET 1923)⁽¹⁾.

CATÉGORIES.	PENDANT LE MOIS D'AOÛT			DU 1 ^{er} JANVIER AU 31 AOÛT		
	1923.	1922.	différence entre 1923-1922.	1923.	1922.	différence entre 1923-1922.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
IMPORTATION.						
I. Animaux et produits alimentaires d'animaux	5.891	12.565	- 6.673	96.131	143.133	- 47.002
II. Peaux et ouvrages en peau	87	417	- 330	5.405	10.561	- 5.156
III. Autres produits et dépouilles d'animaux	157	919	- 755	1.501	3.474	- 1.973
IV. Céréales, farines et autres produits agricoles	6.311	26.431	- 20.095	151.753	219.810	- 68.057
V. Denrées coloniales et drogues	11	1.258	- 1.247	431	8.009	- 7.577
VI. Spiritueux, boissons, huiles	16	13	+ 3	173	891	- 718
VII. Papier et imprimés	3	59	- 56	188	784	- 596
VIII. Bois et charbons	1.196	5.198	- 4.002	6.914	11.011	- 4.097
IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux	1	1	- 0	15	71	- 56
X. Matières tinctoriales et couleurs	5	1	+ 4	5	1	+ 4
XI. Produits chimiques, médicaux, et parfumerie	1.390	981	+ 409	7.591	17.297	- 9.706
XII. Industrie textile	66	111	- 45	955	5.361	- 4.407
XIII. Métaux et ouvrages en métal	65	114	- 49	1.863	5.239	- 3.376
XIV. Articles divers	3.956	5.181	- 1.225	17.613	94.719	- 77.106
Tabacs	5	1	+ 4	117	1.975	- 1.858
Total général	19.189	53.786	- 34.597	421.987	552.679	- 130.692
EXPORTATION.						
I. Animaux et produits alimentaires d'animaux	611	1.611	- 1.000	5.666	11.117	- 5.451
II. Peaux et ouvrages en peau	9.115	1.318	+ 7.797	45.193	14.886	+ 30.307
III. Autres produits et dépouilles d'animaux	18	100	- 82	417	318	+ 99
IV. Céréales, farines et autres produits agricoles	14.919	6.801	+ 8.117	55.118	51.609	+ 3.509
V. Denrées coloniales et drogues	31.810	3.587	+ 28.223	147.886	191.710	- 43.824
VI. Spiritueux, boissons, huiles	1.195	1.111	+ 84	31.911	15.781	+ 16.130
VII. Papier et imprimés	817	811	+ 6	1.911	1.318	+ 593
VIII. Bois et charbons	1.777	1.680	+ 97	16.015	18.111	- 2.096
IX. Pierres, terres, vaisselles, verres et cristaux	916	971	- 55	9.017	7.176	+ 1.841
X. Matières tinctoriales et couleurs	150	110	+ 40	1.816	1.181	+ 635
XI. Produits chimiques, médicaux, et parfumerie	1.116	1.111	- 5	17.011	11.588	+ 5.423
XII. Industrie textile	19.618	15.115	+ 4.503	145.811	109.760	+ 36.051
XIII. Métaux et ouvrages en métal	3.511	3.118	+ 393	31.919	16.113	+ 15.806
XIV. Articles divers	9.185	11.917	- 2.732	76.915	85.116	- 8.201
Tabacs	14.163	14.711	- 548	180.551	191.111	- 10.560
Total général	112.225	110.958	+ 1.267	1.080.911	1.015.772	+ 65.139

(1) Le mouvement commercial entre l'Égypte et le Soudan, indiqué sur ce tableau, n'est pas compris dans les tableaux précédents.

PRIX HEBDOMADAIRES DES COTONS ÉGYPTIENS ET AMÉRICAINS.

SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1922 ET JANVIER-AOÛT 1923.

DATE.	COTON ÉGYPTIEN (GOOD FAIR SAKELLARIS).				COTON AMÉRICAIN (GOOD MIDDLING).				DIFFÉRENCE DES PRIX DES COTONS ÉGYPTIENS ET AMÉRICAINS à LIVERPOOL.			
	ALEXAN- DRIE.		LIVERPOOL.		LIVERPOOL.		NOUVELLE- ORLÉANS.		NEW-YORK.		par CANTAR (1). talaris (2). cents (3).	
	par CANTAR (1).	par LIVRE ANGLAISE (2).	par CANTAR (1).	par LIVRE ANGLAISE (2).	par CANTAR (1).	par LIVRE ANGLAISE (2).	par CANTAR (1).	par LIVRE ANGLAISE (2).				
									talaris (2).	cents (3).		
Septembre.	1	33.00	17.25	34.71	27.76	13.80	21.45	21.25	22.25	22.04	6.95	25.0
	8	31.50	16.75	33.70	26.03	12.94	20.75	20.55	21.70	21.49	7.67	29.5
	15	31.50	16.75	33.70	13.42	27.00	21.00	20.80	21.60	21.39	6.70	24.8
	22	31.00	16.75	33.70	12.98	26.11	20.50	20.30	21.25	21.05	7.59	29.1
	29	30.00	16.25	32.69	12.40	24.95	20.25	20.06	21.05	20.85	7.74	31.0
Octobre.	6	30.50	16.40	33.00	12.52	25.19	20.88	20.68	21.50	21.30	7.81	31.0
	13	30.75	16.55	33.50	13.30	26.76	21.50	21.30	22.25	22.04	6.74	25.2
	20	30.75	16.75	33.70	13.65	27.46	22.50	22.29	23.45	23.23	6.24	22.7
	27	30.50	17.00	34.20	14.29	28.75	23.50	23.28	23.90	23.67	5.45	19.0
	3	31.50	17.00	34.20	14.54	29.25	24.00	23.77	24.70	24.46	4.95	16.9
Novembre.	10	31.50	16.40	37.02	15.65	31.49	26.37	26.12	26.30	26.06	5.53	17.6
	17	32.25	18.00	36.21	14.97	30.12	25.50	25.26	25.80	25.56	6.09	20.2
	24	32.50	17.75	35.71	14.85	29.88	25.50	25.26	25.70	25.46	5.83	19.5
	1	32.50	17.50	35.21	14.79	29.76	25.23	24.99	25.35	25.11	5.45	18.3
	8	31.50	16.75	33.70	14.35	28.87	24.50	24.27	24.95	24.71	4.83	16.7
Décembre.	15	31.25	16.90	34.00	14.61	29.39	25.50	25.26	25.50	25.26	4.61	15.6
	22	31.00	16.95	34.10	15.01	30.20	26.00	25.75	26.20	25.95	3.90	12.9
	29	31.00	17.05	34.32	15.21	30.60	26.50	26.25	26.50	26.25	3.70	12.1
	5	30.25	16.75	33.70	15.11	30.40	26.88	26.64	26.25	26.01	3.24	12.0
	12	31.00	16.75	33.70	15.21	30.60	26.50	26.25	26.50	26.25	3.24	12.0

1922

Janvier.

[illegible]

(a) : centar de revin = 100 livres anglaises d'or. — (b) : livre anglaise = 553 gr. 50. — (c) : talari = 5 fr. 18. — (d) : penny = 4 millièmes d'or.

¹⁰) 1 cent = 0 penny 4953.

VARIATIONS DES PRIX DU COTON⁽¹⁾ À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉS EN TALARIS ÉGYPTIENS, SOIT 5 FR. 18 OU P. T. 20.

(MAI-JUIN 1923).

DATE.	MAI.				JUIN.		
	MAI 1923.	JUILLET 1923.	NOVEMBRE 1923.	JANVIER 1924.	JUILLET 1923.	NOVEMBRE 1923.	JANVIER 1924.
1	32.80	33.50	34.48	34.95	31.47	32.59	32.99
2	31.85	32.70	34 "	34.50	30.45	31.75	32.20
3	31.45	32.33	33.55	34.50	"	"	"
4	31 "	31.85	33 "	33.50	30.80	32.10	32.50
5	"	"	"	"	30.25	31.55	31.95
6	"	"	"	"	31.15	32.40	32.80
7	30.50	30.90	32.50	32.60	31 "	32.40	32.80
8	27.90	28.80	30.20	30.65	31.50	32.48	32.90
9	29.50	29.93	31.23	31.65	"	"	"
10	29.55	30.40	31.75	32.25	"	"	"
11	28.77	29.70	31.12	31.55	31.40	32.90	33.35
12	"	"	"	"	31.29	32.80	33.25
13	"	"	"	"	31.45	33 "	33.45
14	28.90	29.68	31.15	31.60	30.55	32 "	32.50
15	29.75	30.39	31.83	32.33	30.45	31.85	32.35
16	29.40	30.10	31.43	31.92	"	"	"
17	"	"	"	"	"	"	"
18	29.23	29.95	31.25	31.75	30.72	32.20	32.75
19	29.20	29.97	31 "	31.45	30.45	31.80	32.30
20	"	"	"	"	30.82	32.40	32.90
21	"	"	"	"	30.87	32.45	32.95
22	28.43	29.30	30.40	30.85	30.95	32.55	33.50
23	"	30.50	31.20	31.65	"	"	"
24	"	30.75	31.85	32.25	"	"	"
25	"	31.50	32.20	32.65	30.95	32.55	33.50
26	"	"	"	"	30.65	32.33	32.92
27	"	"	"	"	30.70	32.42	33.40
28	"	31.60	32.85	33.25	30.55	32.38	32.93
29	"	31.30	32.45	32.90	30.52	32.45	33.50
30	"	31.65	32.85	33.20	"	"	"
31	"	31.75	32.45	33.20	"	"	"

⁽¹⁾ F. G. F. Sakellariadis. Clôture de 1 h. 5 p. m.

VARIATIONS DES PRIX DU COTON⁽¹⁾ À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉS EN TALARIS ÉGYPTIENS, SOIT 5 FR. 18 OU P. T. 20

(JUILLET-SEPTEMBRE 1923).

DATE.	JUILLET.			AOÛT.			SEPTEMBRE.		
	JUILLET 1923.	NOV. 1923.	JANVIER 1924.	NOV. 1923.	JANVIER 1924.	MARS 1924.	NOV. 1923.	JANVIER 1924.	MARS 1924.
1	"	"	"	30.45	30.95	31.35	33.03	33.72	34.40
2	30.17	32.15	32.78	31.65	32.20	32.60	"	"	"
3	30.43	32.20	32.80	30.95	31.45	31.85	32.85	33.52	34.25
4	29.90	31.55	32.20	"	"	"	32.65	33.35	34.05
5	30.25	31.78	32.38	"	"	"	32.67	33.40	34.10
6	29.75	31.35	31.95	31.75	32.25	32.60	33.10	33.85	34.45
7	"	"	"	32.37	32.85	33.20	33.43	34.18	34.78
8	"	"	"	31.93	32.38	32.78	34.20	34.93	35.55
9	29.25	31.30	31.63	31.32	31.75	32.15	"	"	"
10	28.80	30.30	30.90	31.75	32.45	32.85	34.98	35.75	36.35
11	29.20	30.85	31.40	"	"	"	"	"	"
12	29.15	30.65	31.20	"	"	"	34.98	35.73	36.33
13	29.15	30.65	31.10	32.37	32.75	33.15	34.65	35.40	36 "
14	"	"	"	"	"	"	35.10	35.70	36.45
15	"	"	"	32.45	32.90	33.30	35.90	36.40	37 "
16	29.32	30.67	31.21	32.25	32.67	33.10	"	"	"
17	29.50	31 "	31.55	32.92	33.37	33.77	35.30	35.85	36.40
18	29.75	31.15	31.70	"	"	"	36.25	36.77	37.35
19	29.60	31 "	31.58	"	"	"	35.90	36.40	37 "
20	29.65	31.23	31.82	32.40	32.83	33.20	"	"	"
21	"	"	"	32.65	33.10	33.60	36.50	36.55	37.20
22	"	"	"	32.48	33.03	33.58	35.48	36 "	36.65
23	28.90	30.75	31.20	32.28	32.88	33.48	"	"	"
24	"	"	"	32.60	33.12	33.70	35.45	36 "	36.65
25	"	30.44	30.94	"	"	"	35 "	35.60	36.20
26	"	30.30	30.80	"	"	"	34.75	35.25	35.95
27	"	30.33	30.90	32.38	33.00	33.58	35.55	36.10	36.75
28	"	"	"	32.70	33.38	34 "	35.31	35.86	36.50
29	"	"	"	32.40	33.10	33.70	35.65	36.23	36.90
30	"	29.85	30.35	32.68	33.36	34.05	"	"	"
31	"	29.53	35.40	32.88	33.56	34.25	"	"	"

(1) F. G. F. Sakellariadis. Clôture de 1 h. 5 p. m.

GRAINES DE COTON⁽¹⁾.

COTATIONS JOURNALIÈRES À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉES EN PIASTRES TARIF

(MAI-JUIN 1923).

DATE.	MAI.				JUIN.			
	MAI 1923.	JUIN 1923.	JUILLET 1923.	NOV. 1923.	JUIN 1923.	JUILLET 1923.	AOÛT 1923.	NOV. 1923.
1	118 "	118.6	"	118.6	111.6	112.1	"	112.9
2	119.3	119.2	"	118.8	111.9	112.2	"	113 "
3	118.6	118.7	"	117.9	"	"	"	"
4	118.1	118.3	"	117.7	111.1	111.4	111.8	112.5
5	"	"	"	"	108.2	108.5	108.8	110 "
6	"	"	"	"	109.9	110.3	110.7	111.2
7	118 "	118.3	"	117.8	108.5	108.8	109.2	110 "
8	115 "	115.1	"	114.8	107.1	107.4	107.8	108.8
9	115.4	115.7	"	115.6	"	"	"	"
10	115.9	116.2	116.2	116 "	"	"	"	"
11	115 "	115.3	115.3	115.2	107.1	107.4	107.8	109.2
12	"	"	"	"	108 "	108 "	108.2	109.1
13	"	"	"	"	111.1	111.1	111.3	111.6
14	116 "	116.2	116.4	116 "	111 "	111 "	111 "	111.3
15	116.3	116.5	116.7	115.8	110.8	110.8	110.8	110.6
16	115.6	115.8	115.9	115.2	"	"	"	"
17	"	"	"	"	"	"	"	"
18	115.1	115.5	115.6	114.9	112.5	112.1	112.2	111.9
19	113.3	113.7	113.9	113.6	111.7	111 "	111.2	110.7
20	"	"	"	"	112.6	111.7	111.8	111.3
21	"	"	"	"	112.9	112.5	112.4	111.8
22	111.5	112.8	113.1	113.1	114.9	114.4	114.3	112.9
23	"	112.7	113 "	113.2	"	"	"	"
24	"	114 "	114.3	114.6	"	"	"	"
25	"	113.8	114.1	114.3	"	116.1	116.1	113.7
26	"	"	"	"	"	120 "	119.2	114.4
27	"	"	"	"	"	116.1	116 "	112.3
28	"	115.1	115.4	115.5	"	115.6	115.4	111.5
29	"	113 "	113.4	113.6	"	114.9	115.8	111.5
30	"	113.3	113.7	114.2	"	"	"	"
31	"	113 "	113.4	113.9	"	"	"	"

⁽¹⁾ Clôture de 1 h. 5 p. m.

GRAINES DE COTON⁽¹⁾.

COTATIONS JOURNALIÈRES À LA BOURSE D'ALEXANDRIE

EXPRIMÉES EN PIASTRES TARIF

(JUILLET-SEPTEMBRE 1923).

DATE.	JUILLET.			AOÛT.			SEPTEMBRE.		
	JUILLET 1923.	AOÛT 1923.	NOV. 1923.	AOÛT 1923.	NOV. 1923.	DÉC. 1923.	NOV. 1923.	DÉC. 1923.	JANVIER 1924.
1	"	"	"	102.2	102.5	"	105.4	106 "	"
2	115.7	116.1	111.7	102.7	102.8	"	"	"	"
3	115.2	115.2	111.6	99.8	99.5	"	105.3	106.1	"
4	114.9	114.8	110.8	"	"	"	106.5	107.4	"
5	114.8	114.7	110.8	"	"	"	107 "	107.8	"
6	114.8	113.7	109.2	99.7	100 "	"	106.9	107.7	"
7	"	"	"	101.2	101.3	"	107.6	108.4	"
8	"	"	"	100 "	100.5	"	109.8	110.6	"
9	113.7	113.2	109.2	98.1	98.8	"	"	"	"
10	110.3	110.6	108.9	97.8	100.8	"	110.2	111 "	"
11	110.9	111.3	109.6	"	"	"	"	"	"
12	112.8	112.8	109.8	"	"	"	112.7	113.5	"
13	112.4	112.5	109.1	96.7	99.7	"	111.3	111.1	"
14	"	"	"	"	"	"	110.3	111 "	"
15	"	"	"	98 "	100.4	"	110.2	110.9	"
16	111.1	111.1	109 "	98.8	100.8	101.3	"	"	"
17	111 "	110.8	109.1	100.3	103.7	104.5	108.9	109.3	"
18	112.2	111.2	108.9	"	"	"	111 "	111.4	"
19	112.5	111.5	108.9	"	"	"	111.7	112.1	"
20	111.3	111.3	108.6	99.5	102.5	103 "	"	"	"
21	"	"	"	100.5	105 "	105.9	109.6	110 "	"
22	"	"	"	100.1	103.6	104.5	103.2	108.6	109 "
23	109.7	109.8	106.9	"	106.3	107.2	"	"	"
24	"	"	"	"	106.2	107.1	107.3	107.7	108 "
25	"	107 "	104.6	"	"	"	107.9	108.3	108.7
26	"	105.4	104.4	"	"	"	107.3	107.7	108 "
27	"	103.4	102.3	"	106.9	107.7	108.9	109.5	109.8
28	"	"	"	"	108.8	109.6	108.3	108.8	109.1
29	"	"	"	"	105.7	106.5	108.3	108.7	109 "
30	"	100.1	99.1	"	105.3	106.1	"	"	"
31	"	102.3	101.8	"	106.5	107.4	"	"	"

⁽¹⁾ Clôture de 1 h. 5 p. m.

NOMBRES INDICES DES PRIX DU GROS
DANS LES VILLES DU CAIRE ET D'ALEXANDRIE
POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 1920-1923 ⁽¹⁾.

PRODUITS.	CAIRE.				ALEXANDRIE.			
	1920.	1921.	1922.	1923.	1920.	1921.	1922.	1923.
Coton (Good Fair Sakellaridis).....	508	200	158	166	508	200	158	166
Blé.....	259	145	118	102	"	139	115	97
Fèves.....	363	126	131	159	383	137	133	158
Lentilles (entières).....	300	152	112	90	329	192	124	102
— (concassées).....	302	153	"	103	302	154	111	87
Orge.....	267	108	123	100	271	124	126	95
Maïs.....	249	110	103	101	264	116	121	121
Sorgho.....	245	100	99	95	"	"	99	"
Helbé (fenugrec).....	308	150	145	190	292	200	"	188
Sésame.....	159	131	122	88	332	"	"	83
Sucre.....	387	358	234	209	405	373	245	206
Mélasses.....	349	257	114	125	301	227	113	117
Farine de { blé pur.....	278	160	134	107	276	153	118	103
{ maïs.....	235	104	104	107	"	"	"	97
Arachides (<i>foul soudani</i>)...	241	128	128	105	230	115	148	112
Oignons.....	137	248	132	66	150	216	132	68
Bananes.....	230	220	160	180	254	233	170	170
Dattes.....	355	127	189	152	334	171	"	150
Huile.....	267	172	142	112	278	120	151	114
Oeufs.....	261	180	160	150	265	160	160	154
Beurre (<i>samn</i>).....	330	191	157	141	360	191	165	139
Riz (Rachidi).....	318	190	162	153	293	201	156	156
Savon indigène.....	370	219	147	140	288	187	128	116
Alcool non raffiné.....	400	223	159	115	349	194	138	100
Pétrole.....	279	270	135	110	309	282	146	136
Charbon (Cardiff 1 ^{re} et 2 ^e qualités).....	680	212	152	146	680	212	152	146
NOMBRES INDICES...	301	169	138	123	311	179	139	123

(1) Établi d'après la moyenne des prix de dix-neuf mois, soit du 1^{er} janvier 1913 au 31 juillet 1914.

VALEUR		MONTANT	NOMS DES SOCIÉTÉS.	OCTOBRE 1922.			OCTOBRE 1923.			
NOMINALE.	VERSÉ.			MAXIMA.	MINIMA.	MOYENNES.	MAXIMA.	MINIMA.	MOYENNE	
Fonds d'État.										
"	"	"	Dette Égyptienne Unifiée 4 o/o..... L.E.	71 7/8	71 "	71 17/32	73 5/16	72 7/8	73 9/16	
"	"	"	— — Privilégiée 3 1/2 o/o..... L.E.	62 1/8	59 3/16	60 37/64	63 7/16	61 1/16	62 5/16	
Sociétés de Crédit hypothécaire.										
Lst.	5	Lst.	5	Agricultural Bank of Egypt..... Act. Ord. Lst.	5 19/64	5 5/32	5 15/64	6 25/32	6 21/32	6 23/32
Lst.	10	Lst.	10	— — — — — Priv. Lst.	6 7/16	6 3/8	6 27/64	7 1/8	7 1/8	7 1/8
Lst.	5	Lst.	5	— — — — — P. fond. Lst.	360 "	350 "	357 1/2	575 "	560 "	569 1/2
Fr.	500	Fr.	250	Crédit Foncier égyptien..... Act. Ord. Fr.	718 "	707 "	712 "	745 1/2	738 1/2	741 1/2
"	"	"	"	— — — — — 1/10 P. fond. Fr.	1025 "	1025 "	1025 "	1030 "	1015 "	1021 1/2
Fr.	250	Fr.	250	— — — — — Old. 1886. Fr.	318 "	315 "	316 3/4	334 "	329 1/2	332 1/2
Fr.	250	Fr.	250	— — — — — — 1903. Fr.	224 "	219 "	221 1/2	228 1/2	226 1/2	227 1/2
Fr.	250	Fr.	250	— — — — — — 1911. Fr.	226 "	224 "	225 "	229 1/2	229 "	229 1/2
Lst.	5	Lst.	5	Land Bank of Egypt..... Act. Ord. Lst.	7 1/8	6 11/16	6 29/32	10 "	9 1/32	9 3/8
Lst.	5	Lst.	5	— — — — — P. fond. Lst.	47 "	46 "	46 1/2	92 "	88 "	89 1/2
Banques.										
Lst.	5	Lst.	1 1/2	Bank of Abyssinia..... Act. Ord. Lst.	4 1/32	4 1/32	4 1/32	4 5/32	4 5/32	4 5/32
Fr.	100	Fr.	100	Banque d'Athènes..... — — Fr.	33 "	26 1/2	30 1/2	59 1/2	56 3/4	57 3/4
Fr.	125	Fr.	125	Banque d'Orient..... — — Fr.	46 "	38 "	44 "	50 "	49 "	49 3/4
Fr.	100	Fr.	100	Cassa di Sconto e di Risparmio. . Act. Ord. Fr.	98 "	96 1/2	97 1/2	112 "	108 1/2	110 1/2
Lst.	10	Lst.	10	National Bank of Egypt..... — — Lst.	20 3/16	20 "	20 3/32	22 7/8	22 13/16	22 13/16
Sociétés financières.										
Lst.	4	Lst.	4	Comptoir Financ. et Comm. d'Égypte Act. Ord. Lst.	1 17/64	1 1/4	1 1/4	9/16	1/2	1
Sociétés foncières rurales.										
Lst.	1	Lst.	1	Aboukir Company Limited..... Act. Ord. Sh.	21/-	20/6	20/10 1/2	17/9	17/3	17/12
Lst.	4	Lst.	4	Soc. an. de Wadi Kom Ombo.... — — Lst.	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 21/32	4 13/32	4 17/32
"	"	"	"	— — — — — P. fond. P.T.	32 "	32 "	32 "	30 "	30 "	30 "
L.E.	5	L.E.	5	Société anonyme du Béhéra..... Act. Ord. L.E.	7 11/16	7 1/16	7 27/64	8 15/32	7 19/32	7 21/32
Lst.	5	Lst.	5	— — — — — — — Priv. Lst.	3 5/8	3 1/16	3 31/64	3 13/16	3 13/32	3 25/32
Lst.	4	Lst.	4	Société Foncière d'Égypte..... Act. Ord. Lst.	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 9/16	5 3/8	5 1/2
Fr.	100	Fr.	100	Soc. Fonc. du Dom. de Cheikh Fadl — — Fr.	159 "	157 "	157 1/2	135 "	134 "	134 1/2
Lst.	5	Lst.	5	Union Foncière d'Égypte..... — — Lst.	2 5/16	2 1/4	2 9/32	2 1/4	2 "	2
Sociétés foncières urbaines.										
Lst.	5	Lst.	5	Alexandria Central Buildings Cy.. Act. Ord. Lst.	6 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/2	6 1/2	7
Lst.	4	Lst.	4	Building Lands of Egypt..... Act. Ord. Lst.	3 1/32	3 1/64	3 1/64	3 1/32	2 29/32	3
Lst.	4	Lst.	4	Soc. an. des Immeubles d'Égypte.. — — Lst.	6 3/4	6 3/4	6 3/4	7 1/16	7 1/16	7
Lst.	20	Lst.	20	Société Immobilière d'Alexandrie.. Act. Ord. Lst.	29 "	29 "	29 "	30 "	30 "	30
Sociétés foncières urbaines et rurales.										
L.E.	4	L.E.	4	Anglo-Egyptian Land Allotment... Act. Ord. L.E.	2 3/4	2 7/16	2 19/32	2 "	1 7/8	1 1/2
"	"	"	"	— — — — — P. fond. P.T.	25 "	25 "	25 "	35 "	30 "	34
Lst.	1	Lst.	1	Egyptian Delta Land and Invest. — — Lst.	1/2	1/2	1/2	15/32	5/16	1/2
L.E.	10	L.E.	10	Egyptian Enterprise and Develop. — — L.E.	2 3/4	2 5/16	2 35/64	2 1/4	2 1/8	2
L.E.	4	L.E.	4	Gabbari Land Company..... — — L.E.	11/32	21/64	11/32	13/32	13/32	13/32
Lst. 9.15.0	Lst. 9.15.0	Lst.	9.15.0	New Egyptian Company..... — — Sh.	23/7 1/2	23/-	23/3	23/7	23/3	23/3
Lst.	4	Lst.	4	Soc. ég. d'Entrep. urbain. et rurales. — — Lst.	4 "	3 15/16	3 63/64	3 27/32	3 5/8	3
Lst.	4	Lst.	4	Sidi Salem Company of Egypt... — — Lst.	15/16	7/8	57/64	1 1/8	1 1/32	1

(22 ET 1923.)

VALEUR		MONTANT	NOMS DES SOCIÉTÉS.	OCTOBRE 1922.			OCTOBRE 1923.		
NOMINALE	VERSÉ.	MAXIMA.		MINIMA.	MOYENNES.	MAXIMA.	MINIMA.	MOYENNES.	
Sociétés de transports terrestres.									
Lst. 1	Lst. 1	Alexandria and Ramleh Railways... Act. Ord. Lst.	3 3/8	3 9/32	3 13/32	4 1/32	3 13/16	3 29/32	
Lst. 10	Lst. 10	Egyptian Delta Light Railways Cy. Act. Priv. Lst.	4 13/16	4 1/2	4 41/64	3 15/16	3 15/16	3 15/16	
Lst. 10	Lst. 10	— — — — — P. fond. Lst.	5/8	1/2	17/32	1/4	1/4	1/4	
Fr. 100	Fr. 100	Société an. des Tramways d'Alexan. Act. Priv. Fr.	48 "	46 3/4	47 "	43 "	41 3/4	42 1/4	
"	"	— — — — — P. fond. Fr.	108 "	99 "	103 1/4	195 1/2	186 1/2	189 1/2	
L.E. 4	L.E. 4	Soc. des Autom. et des Omn. du Caire Act. Ord. L.E.	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	
Sociétés de transports maritimes et fluviaux.									
Lst. 1	Lst. 1	Egypt and Levant Steamship Cy... Act. Ord. Sh.	31/-	30/6	30/9 1/2	27/-	23 6	25 1	
Lst. 4	Lst. 4	Anglo-American Nile Tourist Cy Ltd Act. Ord. Lst.	3 13/32	3 3/16	3 5/16	2 29/32	2 3/4	2 13/16	
L.E. 4	L.E. 4	Menzaleh Canal Navigation Cy.... — Ord. P.T.	291 "	270 "	286 "	322 "	320 "	320 5/10	
Sociétés des Eaux.									
Lst. 5	Lst. 5	Alexandria Water Cy Limited.... Act. Ord. Lst.	9 "	8 3/4	8 31/32	11 1/8	10 5/8	10 7/8	
Fr. 125	Fr. 125	Soc. an. des Eaux du Caire.... — — Fr.	87 1/2	86 1/2	86 3/4	89 1/2	89 "	89 "	
"	"	— — — — — Jouis. Fr.	116 "	115 "	115 1/2	151 "	148 3/4	149 1/2	
"	"	— — — — — P. fond. Fr.	850 "	840 "	847 1/2	1005 "	980 "	988 3/4	
Lst. 20	Lst. 20	— — — — — Old. 5 o/o Lst.	20 "	20 "	20 "	17 1/4	16 7/8	17 "	
Sociétés d'égrenage et de pressage.									
Lst. 1	Lst. 1	Associated Cotton Ginners of Egypt. Act. Ord. Lst.	1 "	15/16	31/32	15/16	15/16	15/16	
Lst. 20	Lst. 20	Soc. an. des Presses Libres égypt. — — Lst.	60 "	60 "	60 "	100 "	100 "	100 "	
Lst. 20	Lst. 20	Soc. Gén. de Pressage et de Dépôts. — — Lst.	103 "	90 "	97 "	19 13/16	19 1/2	19 11/16	
Sociétés industrielles d'alimentation.									
L.E. 4	L.E. 4	Compagnie Frigorifique d'Égypte.. Act. Ord. L.E.	3 19/32	3 1/2	3 17/32	3 1/4	3 1/8	3 5/32	
Fr. 100	Fr. 100	Crown Brewery of Alexandria.... — Priv. Fr.	95 "	84 "	90 1/2	102 1/2	97 "	108 "	
Lst. 1	Lst. 1	Egyptian Salt and Soda Cy Ltd.... Act. Ord. Sh.	35/3	35/-	34/6 1/2	22/6	22/3	22/4	
Shel. 10	Shel. 10	Port Said Salt Association, ..., — — Sh.	76/-	70/-	72 1/2	69/-	66/3	67 1/4 1/2	
Fr. 100	Fr. 100	Soc. an. des Brasseries d'Égypte... — — Fr.	63 "	58 "	59 1/4	56 1/2	56 "	56 1/4	
Sociétés industrielles diverses.									
L.E. 4	L.E. 4	Filature Nationale d'Égypte, ..., Act. Ord. L.E.	11 "	10 1/8	10 13/32	7 "	6 11/16	6 7/8	
Sociétés commerciales.									
Lst. 4	Lst. 4	Egyptian Bonded Warehouses Cy., Act. Ord. Lst.	11 1/2	11 1/2	11 1/2	9 "	8 7/8	8 15/16	
Lst. 5	Lst. 5	— — — — — Priv. Lst.	4 3/4	4 3/4	4 3/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2	
Lst. 1	Lst. 1	Egyptian Markets Limited, ..., — Ord. Sh.	21/-	21/-	21/-	21/-	21/-	21/-	
Sociétés hôtelières.									
Lst. 1	Lst. 1	Egyptian Hotels Company, ..., Act. Ord. Lst.	2 3/4	2 21/32	2 23/32	3 17/32	3 3/8	3 7/16	
Lst. 4	Lst. 4	George Nungevich Egypt. Hotels Cy. — — Lst.	8 7/16	8 1/8	8 5/16	11 15/16	10 7/8	11 1/2	
L.E. 4	L.E. 4	Upper Egypt Hotels Cy., ..., — — L.E.	1 9/16	1 29/64	1 1/2	2 1/8	1 15/16	2 "	
Sociétés diverses.									
250	Fr. 250	Cairo Elec. Rail. and Heliop. Oases Cy Act. Ord. Fr.	111 "	105 "	107 1/4	157 3/4	147 1/2	152 1/4	
"	"	— — — — — P. fond. L.E.	5 1/2	5 1/2	5 1/2	15 "	14 "	14 1/2	
400	Fr. 400	Lots Turcs, ..., — — — — — Fr.	40 "	20 3/4	10 "	15 "	14 "	14 1/2	